



Assemblée nationale

# journal des Débats

Deuxième session — 31<sup>e</sup> Législature

Le mercredi 19 octobre 1977

Vol. 19 — No 103

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Dépôt de rapports de commissions élues	
Rapport de la commission des richesses naturelles qui a entendu les représentants de l'Hydro-Québec et de la Société de la baie James. ....	3533
Questions orales des députés	
Révision constitutionnelle. ....	3533
Conflits dans le domaine de l'information. ....	3534
Relations fédérales-provinciales-municipales. ....	3535
Lettre du couple Cossette-Trudel. ....	3536
Déménagement des services du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre. ....	3537
Etat des finances de la province. ....	3538
Politique d'Air Canada concernant le Québec. ....	3540
Prix internationaux du cuivre. ....	3541
Question de privilège	
Erreur d'allégeance politique (M. Michel Le Moignan). ....	3541
Dépôt de mémoires relatifs au projet de loi no 9. ....	3542
Travaux parlementaires. ....	3542
Motion pour faire siéger la commission de la fonction publique. ....	3542
Vote sur la motion. ....	3543
Dépôt de la lettre du couple Cossette-Trudel. ....	3543
Questions inscrites au feuillet. ....	3544
Motion relative à la conjoncture économique. ....	3547
M. Lucien Caron. ....	3548
M. Bertrand Goulet. ....	3550
M. Gérard-D. Levesque. ....	3551
M. Michel Le Moignan. ....	3553
M. Fernand Lalonde. ....	3555
M. Bernard Landry. ....	3556
Motion d'amendement. ....	3557
Débat consacré à l'examen des problèmes économiques du Québec (proposition de M. Burns). ....	3558
Ajournement. ....	3559
Annexe	
Questions inscrites au feuillet. ....	3560

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances*  
*Adresse: Service des Documents Parlementaires*  
*Assemblée nationale*  
*Hôtel du Gouvernement, Québec*  
*G1A 1A7*

*Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762*

Le mercredi 19 octobre 1977

(Quinze heures seize minutes)

**M. Richard (président):** A l'ordre, mesdames et messieurs!

Affaires courantes.

Dépôt de rapports de commissions élues.

M. le député d'Arthabaska.

#### Rapport de la commission des richesses naturelles

**M. Baril:** Il me fait plaisir de déposer le rapport de la commission élue permanente des richesses naturelles et des terres et forêts qui a entendu les représentants de l'Hydro concernant les activités de la Société de la baie James et le nouveau règlement tarifaire, les 13 et 14 septembre 1977.

**Le Président:** Rapport déposé.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Présentation de motions non annoncées.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Déclarations ministérielles.

Dépôt de documents.

Période de questions orales.

M. le chef de l'Opposition officielle.

#### QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

##### Révision constitutionnelle

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, c'est encore le silence du côté du gouvernement. Est-ce que le premier ministre a...? Il est absent, non?

**M. Burns:** Il s'est absenté pour quelques secondes. Il est tout près, tout près, tout près, patientez il va revenir.

**Le Président:** M. le député de Jean-Talon.

**M. Garneau:** M. le Président, est-ce que, en attendant que le premier ministre arrive, on ne pourrait pas quérir le ministre du Travail, ma question s'adresserait à lui?

**Le Président:** Il est également présent, je crois.

M. le chef de l'Opposition officielle.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, ma question s'adresse au premier ministre. J' imagine que le premier ministre a suivi avec beaucoup d'intérêt le discours du trône lu hier, à Ottawa, par Sa Majesté. Dans ce discours du trône, le gouvernement canadien exprime une volonté politique,

qui me paraît assez évidente, de mettre en place les mécanismes nécessaires et de formuler des propositions concrètes au titre de la révision constitutionnelle. Alors, ma question au premier ministre est celle-ci: Est-ce que le premier ministre serait prêt à nous indiquer, d'abord, sa réaction? Est-ce que son gouvernement est prêt à participer à des pourparlers, des discussions, des négociations, en vue de cette révision constitutionnelle.

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Levesque (Taillon):** Comme le dit le chef de l'Opposition, M. le Président, ce que le discours du trône d'hier évoquait, c'étaient les intentions de mettre en place des mécanismes. D'ailleurs, je crois, qu'on évoque la possibilité dans certains cas, en ce qui concerne les minorités, etc., de consulter les provinces sur ce qui pourrait découler des déclarations de St. Andrews et de la correspondance de M. Trudeau. Autrement dit, c'est toute une série d'énoncés d'intentions, si j'ai bien compris, et de mécanismes éventuels, cela au moment même où on a chargé, sauf erreur, de nombreux groupes entre autres le groupe Pépin-Robarts, de faire quand même le tour du Canada actuel pour voir ce qui pourrait émerger de tout cela.

Je crois, honnêtement, que c'est prématuré de prétendre se couler dans le ciment sur une chose qu'eux-mêmes sont en train d'essayer de chercher. Quand viendra le moment, s'il vient, où il pourra y avoir des discussions, des pourparlers avec nos homologues, si on veut, des autres gouvernements du Canada, il est évident que le Québec ne s'est jamais dérobé à des discussions, depuis, en tout cas, qu'on est le gouvernement. Et on ne se dérobera pas aux discussions non plus, d'autant plus que cela nous permettrait peut-être, parce que c'est une forme de révision constitutionnelle, ce que nous proposons, d'avoir une excellente tribune pour expliquer plus en détail — parce qu'avant longtemps cela pourra être fait d'une façon qui, je l'espère, serait claire comme jamais — notre propre option politique pour l'avenir du Québec et du Canada.

La réponse, en résumé, c'est celle-ci: Dans ces énoncés d'intentions, de recherche de mécanisme de révision; on croit que, pour l'instant, il s'agit d'intentions, donc on n'a à entrer dans aucune discussion. Pour ce qui est des discussions éventuelles qui pourraient découler de tout cela, ayant une option qui touche l'avenir politique du Québec et du Canada, on n'aurait sûrement pas d'objection à en discuter avec tous ceux qui voudraient devenir nos interlocuteurs.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, ma question additionnelle est celle-ci. Je ne puis que me réjouir de l'ouverture d'esprit que manifeste le premier ministre quant à la participation de son gouvernement à de telles négociations.

**M. Lévesque (Taillon):** Sur la base de nos propositions.

**M. Levesque (Bonaventure):** Vu qu'il vient d'ajouter sur la base de ses propositions ou des propositions du gouvernement, est-ce que cela veut dire que le premier ministre accepterait de discuter bien ouvertement, bien franchement, en toute loyauté, en toute ouverture avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des autres provinces relativement à une révision constitutionnelle, si ces discussions avaient comme effet d'écarter l'option de séparatisme du présent gouvernement.

**M. Levesque (Taillon):** Je peux affirmer au chef de l'Opposition qu'aucune discussion quelle qu'elle soit ne pourra écarter l'option politique sur laquelle bon nombre d'entre nous travaillons depuis dix ans, et d'autres depuis plus longtemps, parce qu'on est arrivé à la conclusion que c'était de ce côté que devait se dessiner l'avenir du Québec, et que c'est aussi de ce côté que pourrait se dessiner le plus valablement l'avenir du Canada à côté de nous. Donc cela ne peut pas être écarté par aucune discussion, tant et aussi longtemps — on le verra à ce moment — que la population du Québec n'aura pas eu l'occasion de se prononcer au moment du référendum qui est prévu.

**Le Président:** M. le député de Jean-Talon.

**M. Garneau:** M. le Président, peut-être que ce ne serait pas mauvais...

**Une Voix:** Enfin, un chef.

**M. Garneau:** ... relativement au conflit qui existe...

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!

#### Conflits dans le domaine de l'information

**M. Garneau:** Laissez cela de côté pour le moment avant qu'on ouvre votre "can".

M. le Président, les gens qui siègent à votre droite devraient être prudents pour ne pas qu'on touche à leur "can de vers" comme on dit en anglais "the can of worms". Il ne faudrait pas toucher à cela.

Relativement au conflit au journal La Presse, au journal Le Soleil, à Montréal-Matin et également dans les réseaux radiophoniques Radiomutuel, en plus d'affecter toute l'information francophone d'une grande partie du Québec, ces conflits affectent des centaines et des centaines de familles. Le ministre du Travail pourrait-il dire à cette Chambre ce qu'il a fait comme membre du gouvernement responsable des relations de travail pour tenter de régler ces conflits?

**Le Président:** M. le ministre du Travail.

**M. Johnson:** M. le Président, je suis sûr que le député de Jean-Talon comprendra que dans le cas de Radiomutuel, le ministre du Travail du Québec

n'a pas à s'y intéresser puisque c'est de juridiction fédérale.

Dans le cas du Soleil, de la Presse et de Montréal-Matin, dans les deux cas, nous avons des conciliateurs au dossier. Dans le cas de Montréal-Matin et de la Presse, il s'agit de M. Defoy, et dans le cas du Soleil, de M. Guindon. On m'a averti qu'il fallait que je revienne en Chambre tout de suite. J'attendais un appel me donnant les derniers renseignements sur ces conflits — ceux que j'ai datent d'il y a deux jours — selon lesquels il y a une amorce de rapprochement en ce qui concerne la Presse et Montréal-Matin.

En ce qui concerne le Soleil, je dois vous dire que je n'ai pas de nouvelles très positives depuis quelques jours.

**Le Président:** M. le député de Jean-Talon.

**M. Garneau:** M. le Président, pour Montréal-Matin, le ministre pourrait-il indiquer à cette Chambre s'il est vrai que, dans le cas de ce journal, d'une façon plus précise, il est fortement question qu'il ne rouvre plus ses portes? A-t-il été informé de cette possibilité? Et si oui, quelle attitude entend-il prendre?

**M. Johnson:** Je n'ai pas été informé. Cette rumeur, qui a circulé, d'ailleurs, dans un journal de Montréal — il n'en reste pas beaucoup, comme vous le voyez — court, effectivement, mais je ne peux lui accorder aucun crédit de façon spécifique.

M. Garneau: M. le Président, est-ce l'intention du ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre — compte tenu de l'importance des entreprises, justement à cause des renseignements qu'elles donnent au public francophone du Québec — d'envisager, à brève échéance, la convocation de la commission parlementaire sur la liberté de la presse ou la commission parlementaire du travail et de la main-d'oeuvre? Il entendrait les parties dans ce conflit pour voir si, à cette commission parlementaire, il ne pourrait pas y avoir des éléments de solution qui pourraient être trouvés, comme cela est arrivé dans d'autres conflits.

**M. Johnson:** M. le Président, il est bien évident que, quand un conflit affecte des moyens aussi importants que les mass media, et particulièrement ceux de l'importance du Soleil, de la Presse et de Montréal-Matin dont on connaît la diffusion, il y a de quoi préoccuper, de façon générale, la population et le gouvernement. Je demeure convaincu que c'est la façon d'agir. Cependant le conflit est à un niveau tel qu'à mon avis les fonctionnaires de mon ministère et les moyens que nous pouvons déployer au niveau du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre sont adéquats dans les circonstances.

**M. Grenier:** M. le Président, question additionnelle, s'il vous plaît!

**Le Président:** M. le député de Jean-Talon.

**M. Garneau:** M. le Président, je trouve les réponses du ministre par trop conservatrices, et je me demande si le ministre n'accepterait pas de consulter le leader parlementaire du gouvernement ainsi que ses collègues qui siégeaient dans l'Opposition pour leur demander s'ils ne pourraient pas l'éclairer un peu pour trouver une solution à ces conflits, parce que ces gens avaient toutes les solutions avant le 15 novembre 1976.

**Le Président:** M. le député de Mégantic-Compton.

**M. Grenier:** Question additionnelle sur la même question au ministre des Affaires culturelles et des Communications. Moins de cinq mois après la prise de possession de son portefeuille, le ministre a mis sur pied un comité de travail sur la concentration de la presse au Québec. Je pense que ce qui sévit à Montréal, dans le conflit que nous discutons actuellement, c'est un problème de concentration, de toute évidence.

J'aimerais savoir du ministre s'il a reçu le rapport du groupe de travail qu'il avait mis en place il y a quelque temps. Sinon, est-ce que cela va venir? Si oui, j'ai d'autres questions à lui poser.

**M. O'Neill:** M. le Président, ce groupe de travail qui a été mis sur pied par le ministère des Communications devait, normalement, fournir son rapport à la fin d'août. Il y a eu un délai comme pour bien des rapports. Il est peut-être, à ce moment-ci, rendu au ministère, mais quant à moi il ne m'a pas encore été remis.

**M. Grenier:** M. le Président, en attendant le rapport du comité de travail, est-ce que le gouvernement, par la voix de son ministre, ici, a des éléments de solution à cette concentration de la presse dont on parle? Il faudrait se rappeler les propos du ministre délégué au haut-commissariat et du ministre d'Etat au développement culturel, qui étaient à ce moment les porte-parole du Parti québécois dans l'Opposition officielle, parlant de la déconcentration des mass media. Il y a certainement une amorce de travail de faite. Est-ce que vous avez l'intention de nous mettre au courant prochainement du travail qui va se faire dans ce secteur?

**M. O'Neill:** Enfin, il y a des hypothèses, il y a des éléments de solution, mais je pense qu'il serait imprudent de les présenter publiquement comme des solutions proposées aussi longtemps que le rapport en question ne nous aura pas été remis.

**M. Levesque (Bonaventure):** On ne parlerait pas d'un livre d'une certaine couleur?

**Une Voix:** Rouge.

**Le Président:** M. le député de Saint-Hyacinthe.

#### Relations fédérales-provinciales-municipales

**M. Cordeau:** M. le Président, ma question

s'adresse au ministre des Affaires municipales. La province étant la mère des municipalités, et bien que nous soyons d'accord pour reconnaître la compétence du Québec dans le domaine municipal, est-ce que le ministre peut nous informer, suite au boycottage systématique et brutal du congrès des municipalités, des mesures qu'il a prises et qu'il a l'intention de prendre afin de fournir aux dirigeants municipaux les renseignements qu'ils s'attendaient de recevoir des cadres de son ministère dans les ateliers de travail de ce congrès?

**Le Président:** M. le ministre des Affaires municipales.

**M. Tardif:** M. le Président, les municipalités, filles du Québec, je veux bien, ont de tout temps, avant le congrès, eu des contacts avec le ministère des Affaires municipales. Durant le congrès, certaines d'entre elles — un bon nombre — ont profité de leur passage au Québec — j'entends de leurs représentants, les maires et les conseillers — pour venir, effectivement, me voir au bureau ou rencontrer des fonctionnaires au bureau.

Ils étaient à l'Auberge des gouverneurs; ils n'avaient qu'à traverser la route et ils étaient rendus chez nous. Depuis le congrès, ils ont continué de venir. Evidemment, pendant trois jours, elles ont filé une certaine idylle avec leur Jules et je pense qu'elles sont revenues à la raison...

**Une Voix:** A la maison.

**M. Tardif:** Oui, à la maison. Pour revenir à des choses sérieuses, cet après-midi même, après la période des questions, je rencontre le nouvel exécutif de l'Union des conseils de comté et, dès la semaine prochaine, le nouvel exécutif de l'Union des municipalités du Québec.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, est-ce qu'il est possible que les rumeurs d'un remaniement ministériel...

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!  
M. le député de Saint-Hyacinthe.

**M. Cordeau:** M. le Président, encore au même ministre. Est-ce que l'offensive du gouvernement pour venir en aide aux municipalités se limitera à l'approche négative d'un livre noir sur les relations Ottawa-Québec municipalités ou si Québec préciser ses orientations propres? Et si oui, c'est pour quand?

**M. Tardif:** M. le Président, les pages les plus sombres sur les relations fédérales-provinciales en matière urbaine et municipale n'ont pas été écrites par le présent gouvernement, mais par un ancien ministre d'un ancien gouvernement, M. Castonguay. Dans son rapport sur l'urbanisation, il déclarait qu'il était inadmissible que le gouvernement fédéral, sans aucune compétence constitutionnelle, ait mis sur pied, dans cette période de 110 ans et plus de Confédération, au-delà de

120 programmes ayant une incidence directe ou indirecte sur les municipalités. Cela a été écrit dans un rapport sur l'urbanisation soumis par M. Castonguay. Ces pages sombres et ce dossier noir, encore une fois, ce n'est rien de neuf. Ce que nous voulons, c'est véritablement faire en sorte qu'il y ait un terme à cela et écrire véritablement les nouvelles pages de ces relations.

**Le Président:** M. le député de Saint-Hyacinthe.

**M. Cordeau:** Je demanderais au ministre de répondre à la deuxième partie de la première question, à savoir: Quand va-t-il pouvoir nous livrer ces écritures?

**M. Tardif:** Aussitôt après la période des questions, encore une fois, je rencontre l'exécutif nouvellement élu de l'Union des conseils de comté, si bien que nous pourrions commencer à écrire une nouvelle page d'histoire cet après-midi.

**Le Président:** M. le député de Charlevoix.

M. Mailloux: Question additionnelle au ministre des Affaires municipales. Les difficultés que rencontre l'honorable ministre avec l'Union des municipalités ne viendraient-elles pas de certaines de ses décisions? Entre autres, comment le ministre des Affaires municipales peut-il, de sa propre décision, amoindrir des subventions accordées il y a quelques années, payables en dix versements, et qui sont actuellement diminuées de 30%, 40% et 50% alors que les budgets des municipalités ont été faits préalablement et que ces subventions avaient reçu l'autorisation du Conseil du trésor et du Conseil des ministres? De quel droit peut-il réduire ces subventions et mettre en difficulté les municipalités?

**M. Tardif:** Le 22 ou le 23 décembre dernier, j'ai fait une déclaration ministérielle dans laquelle j'ai dit que le présent gouvernement allait honorer intégralement les engagements du gouvernement antérieur. Quand je parle d'engagements du gouvernement, je parle d'engagements faits par arrêté en conseil ou bien pour des montants inférieurs et, selon la procédure coutumière, par arrêté du Conseil du trésor. Ceci a été respecté intégralement.

Ce à quoi fait allusion sans doute le député de Charlevoix, c'est à des promesses, écrites dans certains cas et verbales dans d'autres, pour lesquelles aucune autorisation n'existait.

**M. Mailloux:** M. le Président, question de privilège. J'ai pris la peine de préciser que je ne voulais pas parler de certaines promesses qui auraient pu être faites dans la période électorale; j'ai parlé de subventions accordées sur une période de dix ans dans les années qui ont précédé, disons 1972, 1973, 1974, ratifiées par le Conseil du trésor et par le Conseil des ministres. Je pense que les municipalités sont en droit d'en recevoir le paiement. Dans le cas qui m'occupe, c'est une subvention de

\$180 000 payable en dix versements sur lesquels il y a déjà eu trois ou quatre versements.

**M. Burns:** Un cas! Un cas!

**M. Mailloux:** Pourquoi le ministre a-t-il le droit de refuser d'honorer ces subventions?

**M. Burns:** Un cas!

**M. Tardif:** J'aimerais qu'on me cite de tels cas. Je m'engage à y remédier puisque ce n'est pas conforme à la déclaration ministérielle qui avait été faite alors de respecter les engagements du gouvernement, et j'insiste là-dessus.

**Le Président:** M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

#### Lettre du couple Cossette-Trudel

**M. Lalonde:** C'est une question principale qui s'adresse au premier ministre. Lors d'une conférence de presse, dans son comté de Taillon, dernièrement, le premier ministre a récemment fait état d'une lettre qu'il aurait reçue de gens du groupe Cross, M. et Mme Trudel, que la presse... J'emploie les mots que le premier ministre a employés dans sa conférence de presse, et j'ouvre des guillemets, "de gens du groupe Cross, M. et Mme Trudel", personnes auxquelles la presse s'est communément référée comme étant le couple Cossette-Trudel. Le premier ministre pourrait-il confirmer la réception d'une telle lettre et informer l'Assemblée de son contenu et de toute demande qui serait faite?

**M. Lévesque (Taillon):** Oui. Le nom, est-ce M. et Mme Trudel ou Cossette-Trudel? En tout cas, j'ai reçu une lettre datée du 1er septembre, je pense, dont copie avait été envoyée au ministre de la Justice, qui était signée par M. Cossette-Trudel, et, présumément, Mme Cossette-Trudel, les deux conjointement. Pour l'essentiel, je ne l'ai pas devant moi et cela m'a déjà joué un mauvais tour, parce que cela a rebondi aussi à une conférence de presse que j'ai donnée ici, il y a une dizaine de jours. Mes réponses étaient un peu confuses, parce que je n'avais pas la lettre devant moi, ni la suite qu'on nous avait donnée. Alors j'ai été obligé de préciser, quelques heures après, et de référer les gens qui voulaient en parler davantage au ministre de la Justice, à qui d'ailleurs la lettre avait été transmise.

Je crois que le ministre de la Justice a clairement exposé l'attitude du gouvernement. Je ne vois pas ce que je pourrais ajouter d'autre. En résumé — et je ne veux pas aller plus loin qu'en résumé, sinon je fais venir le texte, on demandera au ministre de la Justice de l'obtenir — c'était essentiellement qu'il y avait eu un certain nombre de chefs d'accusation d'abandonnés le long du chemin, au temps, je pense, où M. Choquette était ministre de la Justice. Ils demandaient essentiellement s'il n'y avait pas moyen d'en abandonner d'autres. Je pense qu'en gros c'est cela.

**Le Président:** M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Lalonde:** Une question additionnelle, M. le Président. Est-ce que le premier ministre pourrait nous indiquer de quelle façon la lettre lui est parvenue et si le ministère des Affaires intergouvernementales a joué un rôle quelconque dans l'acheminement de cette lettre?

**M. Lévesque (Taillon):** Là je dois prendre avis de la question, je vais réfléchir là-dessus le temps qu'il faut. Si le député y tient pour aujourd'hui, il faudra prendre le temps qu'il faut pour téléphoner et essayer de voir comment cela est parvenu. C'est venu de France, du moins la lettre était postée officiellement de France. Est-ce qu'elle est venue par quelque intermédiaire ou par la poste régulière de Sa Majesté? Je ne me souviens pas.

**M. Lalonde:** Finalement, M. le Président, est-ce que le premier ministre pourrait déposer la lettre à cette Assemblée?

**M. Lévesque (Taillon):** Pardon?

**M. Lalonde:** Est-ce que le premier ministre consentirait à déposer la lettre à cette Assemblée?

**M. Lévesque (Taillon):** Je n'ai aucune objection.

**Le Président:** M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

#### **Déménagement de services du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre**

**M. Bellemare:** Ma question, M. le Président, s'adresse au nouveau ministre du Travail. Il y a quelque temps, au printemps dernier, je pense, M. Lamontagne, le maire, le nouveau député de Langelier à Ottawa, faisait une pression toute particulière auprès du ministère pour empêcher les déménagements en masse du ministère du Travail vers Montréal, prétextant qu'il y avait déjà des exemples nombreux qui avaient été donnés dans les circonstances. M. le Président, je voudrais savoir du ministre — d'ailleurs je l'ai prévenu de ma question, il est bien au courant — si c'est vrai que le bureau du sous-ministre en titre est à Montréal, que le directeur général de la main-d'oeuvre est à Montréal, que le directeur des normes du travail est à Montréal, que le directeur de l'administration des comités paritaires est à Montréal, que le directeur des relations du travail, que des conciliateurs sont remplacés quand ils démissionnent ou qu'ils décident de s'en aller, par des gens qui sont obligés d'accepter un poste à Montréal? Il y aurait aussi la direction des relations du travail, le directeur des services de communication, le directeur du contentieux, le directeur de la recherche, certains traducteurs, l'Office de la construction, la régie des entreprises de la construction, le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre — cela, je l'admets, était déjà à Montréal,

mais il y aurait apparemment une évolution de ce côté — et, particulièrement, aussi, la Commission du salaire minimum?

Je pense que le ministre est bien au fait que je suis au courant. J'ai peut-être comme lui reçu, comme il va me le dire tout à l'heure, une lettre anonyme, mais je dis, avant qu'il me réponde...

**Des Voix:** Question!

**M. Bellemare:** Vous ne trouvez pas cela intéressant?

**M. Proulx:** Avec M. Grégoire hier c'est la même chose.

**M. Burns:** Question!

**M. Proulx:** C'est la même chose.

**M. Bellemare:** Ma question je l'ai posée au début. Vous n'avez pas l'air d'en tenir compte. La question, c'est que le ministre doit être au courant des déménagements qui se font et qui privent la ville de Québec de beaucoup de services, chose qui était inacceptable dans le passé.

**Une Voix:** Ce n'est pas une question, mais une affirmation.

**M. Johnson:** M. le Président, la question de l'ancien ministre du Travail est à facettes multiples. Il est vrai que certains services du ministère, depuis d'ailleurs non pas quelques mois, ni même un an, mais depuis plusieurs années, ont connu des déplacements progressifs, entre autres en ce qui a trait au sous-ministre. A l'époque où M. Gilles Laporte, qui a occupé les fonctions de sous-ministre jusqu'à il y a quelques semaines, a été nommé sous-ministre, il y a eu, effectivement le déplacement d'une partie des effectifs au niveau du bureau du sous-ministre, c'est exact. Cependant, il y a des directions générales qui sont à Québec, d'autres qui sont à Montréal. Il y a ce phénomène que, personnellement, je trouve discutable, en tout cas et qui mérite sûrement analyse, de directions générales dont la moitié des effectifs sont à Montréal et l'autre moitié à Québec, ce qui dans certains cas peut s'expliquer quand on pense au service de conciliation, par exemple, ce qui dans d'autres cas m'apparaît beaucoup plus discutable.

Le ministère est en train de voir à un plan de réaménagement. D'ailleurs le ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre à Québec, devra déménager, dans quelques mois, dans un autre édifice, selon des plans approuvés il y a déjà fort longtemps. Tout en voulant être sensible aux arguments de l'ex-maire et député de Québec, je lui ferai remarquer que lui aussi migre, mais cette fois vers Ottawa. Il est normal, je pense, que dans une ville comme la capitale on se préoccupe de la diminution des effectifs d'un ministère dans la capitale.

Cependant, nous avons démontré, dans un souci de déconcentration et de rapprochement des services auprès de la population, entre autres

à la Commission des accidents du travail, que cela n'était pas incompatible avec une très grande qualité de services auprès de la population.

**M. Bellemare:** M. le Président, j'ai une question supplémentaire. La réponse du ministre est enfantine. Je dis que la réponse qu'il me fait ne me parle pas des dépenses exagérées et supplémentaires que vont causer ces déménagements, parce que tous ces fonctionnaires sont obligés de revenir une ou deux fois par semaine. Dans le budget des dépenses, ce sera fantastique de considérer cet apport. Justement, parce qu'autrefois le ministère du Travail était à Québec, tous les services étaient à Québec sauf de rares exceptions.

**Une Voix:** Question.

**M. Bellemare:** Cela ne me dérangera pas. Je vais aller au bout. Une chose reste certaine, c'est que, dans le budget, on va établir la différence dans le coût que cela implique. Quand il parle du maire qui a migré, cela ne le regarde pas.

**Des Voix:** Question, M. le Président.

**M. Bellemare:** Pauvres vous autres! Vous en avez des questions, bien plus que vous êtes capables de donner des réponses.

**M. Johnson:** M. le Président, je ne relèverai pas les propos sur l'infantilisme du leader de l'Union Nationale. Cependant, je voudrais tout simplement l'assurer... C'est ce dont j'ai parlé. Je m'excuse de la parenthèse sur votre ami, M. le maire Lamontagne.

**M. Bellemare:** Mon ami? Un instant!

**M. Johnson:** J'ai simplement évoqué le fait que les services du ministère, depuis déjà de nombreux mois, avaient été déplacés sous l'ancien gouvernement. Je ne place pas de blâme là où il y en a. Je vous dis qu'en ce moment nous sommes à réétudier la réaffectation des effectifs du ministère. Il est clair qu'il y aura toujours des services du ministère qui seront à Montréal, par exemple, l'Office de la construction du Québec. C'est entièrement justifiable d'autant plus qu'ils ont bâti un édifice. Il ne faudrait pas que le leader de l'Union Nationale sursimplifie le problème. Il est conscient comme moi que ce ministère et quelques autres doivent avoir une partie de leurs effectifs qui sont situés dans la ville de Montréal.

**Le Président:** M. le député de Beauce-Sud.

#### Etat des finances de la province

**M. Roy:** Merci, M. le Président. Ma question s'adresse à l'honorable ministre des Finances et elle comporte deux volets. Premièrement, le ministre des Finances est-il en mesure de faire un bref rapport à la Chambre concernant l'état actuel des finances de la province, à savoir, d'une part, si l'estimation prévue pour ce qui a trait aux revenus

concorde avec ce qui avait été prévu par le ministre? Même question au chapitre des dépenses; est-ce que cela va comme prévu?

Le deuxième volet de ma question; comme le ministre des Finances se prépare à présenter un budget vendredi, ce budget sera-t-il financé à même les emprunts nouveaux ou est-ce que ce budget contribuera à augmenter le déficit budgétaire prévu?

**M. Parizeau:** M. le Président, le deuxième rapport trimestriel sur les revenus et les dépenses pour la période se terminant au 30 septembre doit normalement partir chez l'imprimeur d'ici quelques jours. Je devrais donc, d'ici peu de temps, être en mesure de le déposer dans cette Chambre. De la même façon que le premier état trimestriel pour avril, mai et juin avait permis de voir comment les finances du Québec évoluaient, on aura davantage de précisions avec ces données qui couvrent juillet, août et septembre, soit les six premiers mois.

Quant au financement du budget supplémentaire que, de toute façon, je dois présenter comme je l'indiquais hier, j'aurai quelques commentaires à faire au moment du dépôt de ce budget supplémentaire. Il serait plus approprié que je les garde pour le jour où j'aurai à le présenter.

**M. Roy:** Question additionnelle, M. le Président. Compte tenu que le ministre a quand même pris connaissance de ce document — je reviens au premier volet de ma question — qui est chez l'imprimeur à l'heure actuelle, est-ce que, quand même, il est en mesure de nous en donner un peu une idée ici à l'Assemblée nationale? C'est important que nous soyons informés de ce côté. Deuxièmement, j'aimerais demander au ministre des Finances si on a eu le temps de compléter l'étude qui était faite relativement à la possibilité d'avoir recours à de nouvelles émissions d'obligations d'épargne du Québec, de façon à offrir aux Québécois, aux institutions québécoises et aux autres institutions financières la possibilité d'acheter ces obligations d'épargne. Le ministre entend-il avoir recours à cette nouvelle forme de financement de la province? Le ministre est-il en mesure de nous faire le point sur cette question?

**M. Parizeau:** M. le Président, j'ai dit que cela partirait dans quelques jours chez l'imprimeur. J'ai dit quelques jours pour une raison très simple, parce qu'on doit me présenter, dans la journée de demain, les chiffres eux-mêmes, non imprimés, bien sûr. Je ne les ai pas encore vus. Je dois les voir demain matin. Il est évident qu'il y a toujours un décalage de quelques semaines entre le moment où on ferme les livres d'un trimestre et la dernière compilation qui peut être faite. Je ne peux pas faire de commentaires aujourd'hui. Je vais voir les chiffres demain. Pour ce qui a trait à des formes nouvelles...

**M. Garneau:** Vous faites un budget supplémentaire sans connaître les chiffres?



**M. Parizeau:** Pardon?

**M. Garneau:** Vous faites un budget supplémentaire sans connaître les chiffres? C'est formidable.

**M. Parizeau:** Non. Je me permets de dire au député de Jean-Talon, qui vient d'interrompre ma réponse, M. le Président, que le budget supplémentaire n'étant pas encore déposé dans cette Chambre, une des raisons pour lesquelles je le retarde de quelques jours, c'est justement pour voir les chiffres de demain matin.

**M. Garneau:** Avoir la déclaration de vendredi sans connaître cela?

**Le Président:** M. le député de Jean-Talon, à l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Garneau:** Etant donné qu'ils doivent être soulevés, voyons! Vous n'en avez pas, c'est peut-être ce qui ne va pas.

**M. Burns:** Le chef!

**M. Parizeau:** On reconnaîtra au premier chef, M. le Président, qu'effectivement on peut préparer plusieurs documents.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, question de privilège, et dans l'intérêt du chef du Parti québécois, les gens qui l'entourent sont tellement préoccupés par cette question que je m'inquiérais, à la place du chef du Parti québécois.

**M. Burns:** L'autre chef!

**M. Lévesque (Taillon):** Si je peux survivre, faites-en autant.

**M. Parizeau:** Puis-je continuer, M. le Président? On reconnaîtra que quand on prépare plusieurs documents qui tombent à peu près au même moment, des approximations suffisent pour s'orienter et se précisent graduellement, et il est clair que, dans les jours qui viennent, tous ces documents sur lesquels nous avons beaucoup travaillé arrivent à échéance à peu près en même temps.

Pour ce qui a trait à la deuxième question, je reviens alors à la question posée par le député de Beauce-Sud, au deuxième chef, devrais-je dire...

**M. Garneau:** Cela va devenir mêlant.

**M. Parizeau:** Et là, je vais essayer quand même d'être sérieux pour quelques instants parce que la question, effectivement, est très sérieuse. Nous travaillons sur plusieurs formules possibles d'appel à l'épargne du Québec par des véhicules, par des titres qui sont sans doute un peu différents de ceux que nous avons connus jusqu'à maintenant, qui offriraient un peu plus de stabilité. Je n'ai pas le goût de les hâter, je vous avouerai, pour une raison très simple, c'est que nous

n'avons pas besoin d'argent pour le moment. Cela viendra sans doute, il arrivera certainement une époque où le gouvernement de Québec aura des besoins d'emprunt singulièrement quand on voit ce qui se dessine pour les travaux de la baie James dans les années qui viennent. Mais, à l'heure actuelle, nous avons quand même, au cours des mois qui viennent, une situation tout à fait respirable où on peut prendre son temps, examiner différents véhicules d'appel à l'épargne québécoise de façon à être en mesure de choisir le genre de véhicule qui correspond le mieux à la demande des gens.

Il est possible que j'aie une déclaration à faire à ce sujet dans les semaines qui viennent parce que, là, les études commencent à aboutir.

**Le Président:** M. le député d'Outremont.

**M. Raynauld:** Je voulais poser une question supplémentaire. Etant donné les réponses qui viennent d'être faites, peut-être qu'il serait intéressant d'avoir quelque idée des approximations du ministre des Finances.

**Une Voix:** Un autre chef!

**M. Raynauld:** Là, l'approximation, c'est qu'il va être le cinquième ou le sixième chef. C'est qui le ministre des Finances?

**M. Proulx:** Oui, pas celui-là!

**M. Raynauld:** Parlant d'approximation, il me semble qu'il serait utile que le ministre des Finances nous informe, au début de la reprise de cette session, un peu de l'état des finances du Québec. Ne pourrait-il pas nous dire quelles sont ces approximations sur lesquelles il travaille pour préparer les différents documents et qu'il sait à l'heure actuelle?

**M. Parizeau:** M. le Président, j'ai justement annoncé, à l'occasion du discours du budget, un certain nombre de mesures, dont ces rapports trimestriels, de façon qu'on cesse d'avoir à discuter sur des approximations.

Puisque la formule a été mise au point, qu'il est entendu que ces rapports trimestriels sortent, pourquoi veut-on revenir dans l'ornière habituelle de discuter sur des chiffres — vous me passerez l'expression "sur la gueule" — quand on a enfin l'instrument qu'il faut? Je dois dire, d'ailleurs, que la plupart des analystes qui l'ont commenté ont trouvé que l'initiative était bonne.

Puisque cette formule nous permet d'avoir périodiquement un état des finances du Québec, on ne pourrait pas laisser la formule se dérouler comme elle doit se dérouler?

**Le Président:** M. le député d'Outremont.

**M. Raynauld:** La réponse à cela, c'est que vous présentez un programme de relance cette semaine. Mais, question principale, M. le Président. Je voudrais demander...

Le Président: M. le député d'Outremont, je m'excuse s'il s'agit d'une question principale.  
M. le député de Vanier.

**Politique d'Air Canada concernant le Québec**

M. Bertrand: M. le Président, vous permettez un court préambule pour rendre ma question intelligible. Au moment où le premier ministre du Québec a la délicatesse de se rendre à un dîner pour s'associer à la souveraine britannique, au moment aussi où l'aéroport de Mirabel traverse une période difficile au point de vue de sa rentabilité, comment le ministre des Transports entend-il réagir à la décision prise par la société Air Canada qui, conjointement avec la société British Rails, vient de publier une brochure offrant aux Canadiens de se rendre en Grande-Bretagne à partir de plusieurs grandes villes, excluant toute ville située au Québec?

Un porte-parole d'Air Canada a même déclaré que cette décision avait été prise parce que la société Air Canada aurait été dans l'obligation de traduire sa brochure en français et que cela n'en valait pas le coup. Or, il appert qu'après la ville de Toronto c'est Montréal et de Montréal qu'arrivent et que partent le plus de touristes pour la Grande-Bretagne.

M. Garneau: Les Québécois vont dans le Maine.

M. Bertrand: Je demande au ministre des Transports comment il entend réagir devant cette attitude séparatiste de la société Air Canada.

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. Lessard: M. le Président, je dois dire d'abord que ce n'est pas la première fois que nous avons à subir ou à déplorer l'attitude discriminatoire de cette société vis-à-vis du Québec et vis-à-vis des Québécois, vis-à-vis des Canadiens français, de même aussi l'attitude discriminatoire du gouvernement fédéral vis-à-vis du Québec. Qu'on se rappelle tout simplement, M. le Président...

M. Gratton: Déposez un rapport.

M. Lessard: Vous en avez été témoin, M. le Président, qu'on se rappelle tout simplement les démêlés des employés francophones de cette compagnie et encore le peu de cas que le gouvernement fédéral fait de l'aéroport...

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président.

M. Lessard: ... de Québec.

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: M. le député de Gatineau. A l'ordre, messieurs!

M. le député de Gatineau.

M. Gratton: M. le Président, étant donné qu'il est manifeste que le ministre des Transports est en train de lire sa réponse, ne pourrait-il pas déposer son texte et on pourrait faire gagner du temps à la Chambre?

M. Lessard: M. le Président, c'est là une question de règlement très brillante qui démontre encore l'attitude d'un ancien président de commission. Qu'on se rappelle les démêlés des employés de cette compagnie, vous en avez été témoin, M. le Président, les employés francophones de cette compagnie. Aussi, je ne voudrais que souligner la situation déplorable de l'aéroport du Québec, de la ville de Québec actuellement et qui est due aux politiques antiquébécoises du gouvernement d'Ottawa.

M. Lavoie: M. le Président, avec l'expérience qu'on reconnaît au ministre des Transports, qu'il se limite à Mirabel pour le moment; on n'est pas rendu à l'aéroport de Québec. Limitez-vous à la question.

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre des Transports, je vous invite à répondre à la question qui vous a été posée et faites-le le plus concisément possible parce que le temps expire.

M. Lessard: M. le Président, il est certain que nous allons faire connaître au président d'Air Canada, de même qu'au gouvernement fédéral notre opposition à une telle politique discriminatoire, comme nous l'avons fait dans le passé, en particulier concernant des décisions de la Commission canadienne des transports. M. le Président, en ce qui concerne Mirabel, nous avons l'intention — et nous l'avons démontré comme gouvernement québécois — d'essayer de trouver des moyens pour rentabiliser un éléphant blanc qui a été décidé exclusivement, à l'encontre de la politique du Québec, par le gouvernement canadien.

Peut-être que le gouvernement canadien et Air Canada ont-ils déjà accepté l'idée de l'indépendance du Québec...

M. Lavoie: M. le Président...

Le Président: A l'ordre, M. le leader parlementaire de l'Opposition. A l'ordre!

Je vous demanderais de conclure, M. le ministre.

M. Lavoie: C'est un petit politicien de troisième classe.

Des Voix: Cela fait mal.

M. Lessard: Je termine, M. le Président en disant ceci: Comme gouvernement du Québec, nous sommes prêts à avoir des politiques aériennes et à nous occuper des aéroports du Québec, mais nous demandons au gouvernement d'Ottawa de nous transférer les sommes d'argent que les Québécois paient actuellement à Ottawa et qui sont dépensées en faveur des autres.

**Le Président:** M. le député d'Outremont.

#### Prix internationaux du cuivre

**M. Raynauld:** M. le Président, avec la permission de toute la Chambre, est-ce que je pourrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce et lui demander s'il est vrai que les prix internationaux du cuivre auraient baissé récemment au point de conduire éventuellement à la fermeture de l'usine de Murdochville?

**Une Voix:** Il ne sait pas cela.

**M. Tremblay:** M. le Président, étant donné que c'est une question qui relève du domaine des ressources naturelles, je demanderais à mon collègue le ministre des Richesses naturelles de répondre à la question.

**Une Voix:** S'il est aussi bon que dans les pâtes et papiers...

**M. Bérubé:** M. le Président, effectivement, nous nous préoccupons très sérieusement du problème du prix du cuivre. Je dois dire d'ailleurs qu'à cet effet nous rencontrons, il y a quelques semaines, les autorités de la société Noranda qui furent des plus surprises de constater qu'un gouvernement essayait d'anticiper les coûts plutôt que de réagir toujours après coup. Elles nous en ont félicités d'ailleurs. Nous avons été également à même de constater, en discutant avec nos homologues fédéraux des problèmes du prix du cuivre, qu'ils n'avaient jamais entendu parler du fait que le prix du cuivre était en train de s'affaisser dans le monde.

Ce problème est sérieux. Nous savons que présentement le Chili et le Pérou ont augmenté leur production à un niveau tel que, présentement, l'offre excède substantiellement la demande. Les producteurs américains ont même dû, au cours des dernières semaines, décidé de fermer un certain nombre de leurs mines. Par conséquent, c'est un problème auquel doit faire face toute l'Amérique. Le problème risque de se poser au Québec également, puisque nous sommes les principaux producteurs de cuivre ici même, au Canada, et que par conséquent le gouvernement doit se préoccuper présentement du problème de l'affaissement des prix du cuivre.

**M. Raynauld:** Une question additionnelle.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition officielle.

**M. Levesque (Bonaventure):** Je ne veux pas l'enlever à mon collègue.

C'est rendu rare, ces questions additionnelles.

M. le Président, est-ce que le ministre des Richesses naturelles pourrait me dire, lui qui, si j'ai bien compris, a appris à la compagnie Noranda la situation économique, les prix du cuivre, etc., lui qui peut tout prévoir, comment il a prévu la non-fermeture des mines Madeleine? Est-ce que ce

n'est pas dans le même contexte? C'est dans son comté de Matane et cela a fait l'objet de promesses du ministre durant la dernière campagne électorale, de ses préoccupations aussi, sûrement. Comment a-t-il, lui, réglé la question des mines Madeleine?

**M. Bérubé:** Effectivement, M. le Président, le ministre des Richesses naturelles a dû se préoccuper du problème de l'affaissement du prix du cuivre. Je dois dire que lorsque nous sommes arrivés au gouvernement et que nous avons eu à faire face immédiatement à la fermeture des mines Madeleine, nous interrogeant sur le problème de l'affaissement des prix du cuivre, nous avons dû reconnaître...

**M. Levesque (Bonaventure):** Elles n'étaient pas fermées quand vous êtes arrivés au pouvoir.

**M. Bérubé:** ... que malheureusement l'ancien gouvernement n'avait pas la moindre préoccupation vis-à-vis de ce problème.

Ceci explique notre intérêt pour la situation mondiale dans le domaine du cuivre. Ceci explique pourquoi nous avons fait faire des études sur les tendances et les mouvements dans le secteur des matières premières, cuivre et zinc. Ceci nous a donc amenés à tenter d'élaborer une politique advenant que la situation empire.

#### Question de privilège

#### Erreur d'allégeance politique

**Le Président:** Fin de la période des questions.

A l'ordre, s'il vous plaît! Je voudrais signaler à l'Assemblée que j'ai reçu l'avis suivant ce midi: "M. le Président, je désire soulever une question de privilège en vertu de l'article 48 de notre règlement — peut-être 49, mais enfin — car il s'agit d'une erreur grave concernant mon allégeance politique qui est publiée dans une brochure de l'Assemblée nationale. Je voudrais simplement rectifier les faits". C'est signé par le député de Gaspé.

M. le député de Gaspé, brièvement.

**M. Le Moignan:** Merci beaucoup, M. le Président. En vertu de l'article 48 de notre règlement, je constate que le Bureau d'accueil et d'information de l'Assemblée nationale a publié récemment une brochure très intéressante et aussi très instructive. Je l'ai parcourue avec beaucoup d'intérêt et je dois louer tous ceux qui ont travaillé à la préparation de cet ouvrage. Il est facile de comprendre qu'une erreur involontaire s'est peut-être glissée. Je veux qu'aucun fonctionnaire ne puisse en porter le blâme; il y a tellement de PQ et de PLQ à travers ces pages. Quand on regarde à la page 20, c'est la première fois de ma vie que j'affiche un sourire inhabituel chez moi et cette belle photo est gâchée en quelque sorte.

Si je fais cette intervention, c'est pour dissiper l'inquiétude et la confusion qui règnent au sein de notre groupe, parmi beaucoup d'employés de l'Assemblée nationale et même chez nos amis d'à

côté et d'en face? Oui, aussi. A la suite de mon nom, on a inscrit, entre parenthèses, PQ.

Une Voix: C'est grave!

M. Le Moignan: Comme j'ai été élu sous l'étiquette de l'Union Nationale et comme je n'ai pas encore changé d'allégeance...

Une Voix: Pas encore!

M. Le Moignan: ... je voulais simplement rassurer mes collègues. Merci.

Une Voix: C'est une promotion!

**Dépôt de mémoires relatifs  
au projet de loi no 9**

M. Raynauld: M. le Président, en vertu de l'article 34...

M. Burns: M. le Président, le député est le bienvenu n'importe quand.

Le Président: Affaires du jour.

M. Burns: De toute façon, on sait fort bien que vous cherchez votre voie.

M. Bellemare: On la connaît, notre voie.

M. Burns: Il y a un autre parti...

Le Président: A l'ordre. A l'ordre, s'il vous plaît! M. le leader parlementaire du gouvernement! Il y a une question en vertu de l'article 34 que voudrait poser M. le député d'Outremont.

M. Raynauld: Oui. Je voudrais poser une question au leader du gouvernement à propos du projet de loi no 9 sur les handicapés, qui doit venir le 8 novembre. J'ai reçu des représentations d'une association qui pense avoir le droit de présenter un mémoire sur ce projet de loi. Elle voudrait également être rassurée sur la possibilité de participer à la commission parlementaire. Je voudrais savoir comment il se fait que cette association, qui est l'Association québécoise d'aide aux sourds, s'est fait dire qu'il était trop tard pour soumettre des mémoires, même pour en expédier un ou en présenter un, alors que la commission parlementaire n'est même pas commencée.

M. Burns: Je pense devoir répondre au député d'Outremont qu'effectivement le secrétariat des commissions répond ce que le règlement lui impose de répondre, c'est-à-dire que, passé une certaine date, les mémoires sont en retard. Dans ce cas, c'est un fait — j'ai vérifié et je remercie le député d'Outremont de m'avoir prévenu de sa question — on a donné avis aux personnes qui voulaient déposer leur mémoire après la date, on leur a dit qu'il était trop tard.

Je pense, d'autre part — je vous parle comme leader du gouvernement — qu'il y aurait peut-être

lieu de donner une certaine possibilité à un certain nombre de personnes, sans ouvrir les vannes complètement, à un certain nombre de personnes qui ont quelque chose à dire là-dessus, la possibilité de le faire, même si elles sont en retard. Malheureusement je n'ai pas, avant de vous donner la réponse, eu l'occasion de parler avec le ministre des Affaires sociales qui je pense est un des premiers concernés.

Je vous demanderais tout simplement de me permettre de prendre avis de votre question pour pouvoir vérifier si cela pose des problèmes, également auprès du secrétariat des commissions, si cela pose des problèmes. Mais en ce qui me concerne, je suis très réceptif à la possibilité que d'autres groupes, surtout lorsqu'ils sont très facilement identifiables par rapport à la question que vous avez posée, puissent normalement soumettre des rapports.

Le Vice-Président: M. le député d'Outremont.

M. Raynauld: Je suppose que demain on pourra avoir une réponse là-dessus.

M. Burns: Demain vous aurez une réponse là-dessus.

M. Raynauld: Merci.

M. Burns: oui.

Le Vice-Président: Messieurs, s'il n'y a pas d'autres questions sur 34, M. le leader parlementaire du gouvernement.

**Travaux parlementaires**

M. Burns: M. le Président, il me faut actuellement vous donner avis, ou donner avis à la Chambre que, demain, la commission des consommateurs, coopératives et institutions financières qui examine le projet de loi no 67, Loi de l'assurance automobile se réunira en principe à compter de 16 heures et je ferai la motion requise à ce moment-là... C'est changé.

Alors, je dis bien, à compter de 16 heures, jusqu'à 18 heures et ces travaux reprendront à 20 heures jusqu'à 23 heures, à la salle 91-A. A la salle 81-A, la commission permanente des richesses naturelles, si c'est nécessaire, reprendra l'étude des problèmes de rentabilité de l'industrie des pâtes et papiers au Québec, de 10 heures à 13 heures. Et au salon rouge, de 10 heures à 13 heures, la commission permanente de la fonction publique poursuivra l'étude du projet de loi no 53, mais ne siégera pas dans l'après-midi évidemment.

**Motion pour faire siéger la  
commission de la fonction publique**

M. Burns: Et cet après-midi, M. le Président, il y a une commission qui devrait siéger et c'est pourquoi je fais la motion suivante: Je propose donc que la commission permanente de la fonction publique qui étudie le projet de loi no 53 se réunisse immédiatement, au salon rouge.

Le Vice-Président: Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. Bellemare: Vote enregistré, M. le Président.

Le Vice-Président: Alors, que l'on appelle les députés. A l'ordre, s'il vous plaît!

Je connais cet usage immémorial qui veut que tant qu'un whip soit debout la présidence attende pour procéder au vote. J'ai donc attendu que le député de Roberval et le député de Saint-Jean veuillent bien s'asseoir pour le faire. Avant de procéder à la mise aux voix sur la motion du leader parlementaire du gouvernement, j'inviterais, pour que cette Assemblée soit mieux renseignée, M. le leader parlementaire du gouvernement à rappeler les heures et les lieux des commissions parlementaires prévues.

M. Lavoie: Pour quelle raison?

Le Vice-Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle, vous savez que l'une de mes responsabilités est celle des commissions parlementaires et que je sais d'avance ce qui doit se passer, normalement, non pas à la commission, sur le fond, mais au moins quant à l'horaire et quant aux salles. J'ai senti qu'il y avait peut-être une correction qui devait être apportée.

M. Burns: M. le Président, vous avez parfaitement raison de me demander de répéter les heures et les endroits où les commissions devraient normalement siéger demain. Effectivement, j'ai omis de vous signaler que la commission des consommateurs, coopératives et institutions financières devait siéger demain matin.

Pour être bien clair, et cela m'apparaît comme tout à fait normal, votre question, M. le Président, à la salle 91-A, la commission des consommateurs, coopératives et institutions financières relativement au projet de loi no 67 se réunira de 10 heures à 13 heures demain. Elle reprendra ses travaux à 16 heures, ou à peu près, à la suite de la période de questions, jusqu'à 18 heures et elle reprendra également ses travaux de 20 heures à 23 heures.

A la salle 81-A, la commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts qui étudie actuellement les problèmes de rentabilité de l'industrie des pâtes et papiers du Québec se réunira de 10 heures à 13 heures. Au salon rouge, de 10 heures à 13 heures, la commission permanente de la fonction publique poursuivra son étude du projet de loi no 53. Je pense qu'à ce moment l'avis est complet.

Le Vice-Président: Merci, messieurs les deux leaders parlementaires, de votre excellente collaboration. Cela étant dit, je mets immédiatement aux voix cette motion du leader parlementaire du gouvernement que la commission permanente de la fonction publique se réunisse immédiatement au salon rouge pour poursuivre l'étude du projet de loi no 53.

Que celles et ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever... A l'ordre, s'il vous plaît! Est-ce que je peux avoir le consentement, je n'avais pas terminé ma phrase?

M. Levesque (Bonaventure): Consentement.

#### Vote sur la motion

Le Vice-Président: Alors, M. le député de Trois-Rivières, si je ne m'abuse, vous êtes le bienvenu pour le vote.

Que celles et ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Taillon), Burns, Mme Cuerrier, MM. Bédard, Laurin, Morin (Sauvé), Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Couture, Tremblay, Bérubé, Johnson, O'Neill, Mme Ouellette, MM. de Belleval, Joron, Mme Payette, MM. Lessard, Proulx, Duhaime, Lazure, Léger, Garon, Chevrete, Michaud, Paquette, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Alfred, Vaugois, Martel, Fallu, Mme Leblanc, MM. Grégoire, Bertrand, Godin, Laplante, Bisailon, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Ouellette, Perron, Brassard, Clair, Gosselin, Lefebvre, Lavigne, Dusault, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Gagnon, Jolivet, Levesque (Bonaventure), Lavoie, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Forget, Garneau, Mailloux, Goldbloom, Larivière, Saindon, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynauld, Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, Picotte, Ciaccia, Marchand, Gratton, Pagé, Verreault, Springate.

Le Vice-Président: Que ceux qui sont contre veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

Le Secrétaire adjoint: MM. Biron, Bellemare, Grenier, Goulet, Fontaine, Brochu, Shaw, Le Moignan, Cordeau.

M. Roy: Je m'excuse. Il faudrait faire une correction. Je suis pour.

Le Secrétaire adjoint: M. Roy.

Le Vice-Président: Y aura-t-il des abstentions?

La correction quant au député de Beauce-Sud est notée.

Le Secrétaire: Pour: 88 — Contre: 9 — Abstentions: 0

Le Vice-Président: La motion est adoptée.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

#### Dépôt de la lettre du couple Cossette-Trudel

M. Burns: M. le Président, il est habituel, avant que je donne un certain nombre de réponses à des

questions écrites... Le premier ministre, tout à l'heure, s'est fait poser une question et on lui a demandé, à toutes fins pratiques, de déposer les documents requis. Si j'avais le consentement de la Chambre, le premier ministre est prêt à déposer les documents.

Le Vice-Président: Consentement obtenu? D'accord, vous pouvez procéder au dépôt.

M. Lévesque (Taillon): J'ai deux copies de la lettre du 1er septembre, signée par les deux personnes mentionnées, avec copie au ministre de la Justice, que je dépose immédiatement. Autant qu'on le sache—j'ajoute une information additionnelle sous toute réserve—c'est parvenu par les voies normales, mais, si de petites recherches ultimes disaient que c'était venu autrement, j'en ferais part à la Chambre.

Le Vice-Président: Dépôt reçu sous ces réserves, M. le premier ministre. M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: M. le Président, avec votre permission, je voudrais ajouter qu'après une étude sommaire faite au ministère...

Le Vice-Président: Avec la permission de l'Assemblée.

M. Bédard: Avec la permission de l'Assemblée, je voudrais tout simplement ajouter, pour clore le dossier peut-être, qu'après une étude sommaire du dossier en question ce n'est pas l'intention du ministre de la Justice et du ministère de la Justice d'effectuer une nouvelle diminution du nombre d'actes d'accusation.

Le Vice-Président: D'accord.  
M. le leader parlementaire du gouvernement.

### Questions inscrites au feuillet

M. Burns: M. le Président, j'allais avant ce dépôt, vous signaler qu'un certain nombre de questions qui sont posées au feuillet devraient recevoir réponse. J'appellerais, en conséquence, l'article 21), question de M. Saindon, réponse de M. Lazure.

M. Lazure: Lu et répondu. (annexe)

M. Burns: A l'article 23), il y a une question de M. Caron. La réponse de M. Tremblay devrait, M. le Président—et j'en fais motion—être transformée en motion pour dépôt de document. Alors, je fais motion pour que cette question soit transformée en motion pour dépôt de document.

Le Vice-Président: Cette motion sera-t-elle adoptée?

Des Voix: Oui.

Le Vice-Président: Motion adoptée. Procédez à votre dépôt.

M. Burns: Dépôt de document par M. Tremblay.

Le Vice-Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Tremblay: Document déposé.

Le Vice-Président: Dépôt reçu.

M. Burns: A l'article 24), il s'agit d'une question de M. Giasson pour laquelle je fais motion qu'elle soit transformée en dépôt de document. Le document, si la motion est adoptée, sera déposé par M. Garon.

Le Vice-Président: Cette motion sera-t-elle adoptée?

Une Voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté.  
M. le ministre de l'Agriculture.

M. Garon: Document déposé, M. le Président.

Le Vice-Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: A l'article 28, question de M. Saindon, réponse de M. Lazure.

M. Lazure: Lu et répondu, M. le Président, (annexe)

M. Burns: 27? M. le Président, question no 29, c'est-à-dire l'article 29, question de M. Saindon, réponse de M. Lazure.

M. Lazure: Lu et répondu, (annexe)

M. Burns: A l'article 38, question de M. Samson. M. le Président, je fais motion pour que cette question soit transformée en motion pour dépôt de document et le document sera déposé par M. Bérubé.

Le Vice-Président: Si la motion est adoptée. Cette motion sera-t-elle adoptée?

Une Voix: Adopté.

Le Vice-Président: M. le ministre.

M. Bérubé: Document déposé.

Le Vice-Président: Dépôt reçu.

M. Burns: A l'article 45, nous avons, M. le Président, une question de M. Raynauld. Je fais motion pour que cette question soit transformée en motion de dépôt de document.

**Le Vice-Président:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**M. Burns:** Article 45.

**Le Vice-Président:** 45, cette motion sera-t-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté. Document déposé par M. Landry.

**M. Landry:** Document déposé, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Merci, dépôt reçu.

**M. Burns:** A l'article 46, question de M. Raynaud. Il s'agit encore, M. le Président, d'une motion que je fais pour que cette question soit transformée en motion pour dépôt de document et si jamais la motion était adoptée, M. Tremblay déposera le document.

**Le Vice-Président:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**M. Burns:** Article 46.

**Le Vice-Président:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**Une Voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Tremblay:** Document déposé.

**Le Vice-Président:** Dépôt reçu, M. le ministre.

**M. Burns:** Article 52, M. le Président. Question de M. Vaillancourt (Orford), réponse de M. Lessard.

**M. Lessard:** Lu et répondu, (annexe)

**M. Burns:** Reste debout.

**Le Vice-Président:** A l'ordre, M. le leader parlementaire du gouvernement. Vous connaissez les usages. Un à la fois debout.

**M. Burns:** D'accord, M. le Président. C'est parce que je suis en train de me faire des muscles dans les genoux, le mercredi, et cela ne fait pas des beaux pantalons. M. le Président, article no 53, question de M. Vaillancourt, (Orford), réponse de M. Lessard.

**M. Lessard:** Lu et répondu. Vous pouvez rester ici. (annexe)

**M. Burns:** Article 54. Question de M. Vaillancourt (Orford), réponse de M. Lessard.

**M. Lessard:** Lu et répondu. On répond nous autres. (annexe)

**M. Burns:** Article 55. Question de M. Vaillancourt (Orford) réponse de M. Lessard.

**M. Lessard:** Lu et répondu. (annexe)

**M. Burns:** Article 56. Question de M. Vaillancourt (Orford), il s'agira éventuellement, si l'Assemblée est d'accord, d'un dépôt de document. Je fais motion pour que cette question soit transformée en une motion pour dépôt de document.

**Le Vice-Président:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**Une Voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

**M. Burns:** Dépôt par M. Lessard.

**M. Lessard:** Document déposé.

**Le Vice-Président:** Dépôt reçu.

**M. Burns:** Article 57, question de M. Vaillancourt (Orford). M. le Président, je fais également motion pour que cette question soit transformée en motion pour dépôt de document.

**Le Vice-Président:** Motion adoptée? Adopté.

**M. Burns:** Dépôt par M. Lessard.

**Le Vice-Président:** M. le ministre.

**M. Lessard:** Document déposé.

**Le Vice-Président:** Dépôt reçu.

**M. Burns:** Article 59, question de M. Saindon. Je fais motion pour que cette question soit transformée en motion pour dépôt de document.

**Le Vice-Président:** Motion adoptée? Adopté.

**M. Burns:** Dépôt de document par M. Lazure.

**M. Lazure:** Document déposé.

**Le Vice-Président:** Dépôt reçu.

**M. Burns:** Article 66, question de M. Gratton adressée à Mme Ouellette. Je fais motion pour que cette question soit transformée en motion pour dépôt.

**Le Vice-Président:** Cette motion sera-t-elle adoptée? Adopté.

Mme le ministre.

**Mme Ouellette:** Document déposé.

**Le Vice-Président:** Dépôt reçu.

**M. Burns:** L'article 66, oui. Article 67, question de M. Gratton à laquelle Mme Ouellette se fera un

plaisir de déposer un document si la motion est adoptée. Je fais donc motion pour que la question soit transformée en motion pour dépôt de document.

**Le Vice-Président:** Cette motion sera-t-elle adoptée? Adopté.  
Mme le ministre.

**Mme Ouellette:** Document déposé.

**Le Vice-Président:** Dépôt reçu.

**M. Burns:** Article 70, question de M. Saint-Germain, réponse de Mme Payette.

**Mme Payette:** Lu et répondu. (annexe)

**Le Vice-Président:** Merci, Mme le ministre.

**M. Burns:** Article 115, motion de M. Vaillancourt (Orford), dépôt de document par M. Tremblay.

**Le Vice-Président:** Pardon, est-ce que vous faites motion ou si c'est une motion?

**M. Burns:** Non, c'est une motion.

**Le Vice-Président:** D'accord.

M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Tremblay:** Lu et répondu.

**Le Vice-Président:** Non, c'est un dépôt.

**M. Burns:** Un dépôt de document.

**M. Tremblay:** Document déposé.

**Le Vice-Président:** Dépôt reçu.

**M. Burns:** Article 127, il s'agit d'une motion de M. Pagé, dépôt de document par M. Johnson.

**M. Johnson:** Document déposé.

**Le Vice-Président:** Dépôt reçu.

**M. Burns:** Article 136, une motion de M. Roy, réponse par le biais du dépôt de M. Tremblay.

**M. Tremblay:** Document déposé.

**Le Vice-Président:** Dépôt reçu.

**M. Burns:** Article 138, motion de M. Pagé, dépôt par M. Tremblay.

**M. Tremblay:** Document déposé.

**Le Vice-Président:** Dépôt reçu.

**M. Burns:** Finalement, article 143, motion de M. Mackasey, dépôt de document par M. Laurin.

**M. Laurin:** Document déposé.

**Le Vice-Président:** Dépôt reçu.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Burns:** C'est beaucoup, M. le Président, mais pour le moment c'est tout.

**M. Lavoie:** Est-ce que je peux avoir la parole, M. le Président?

**Le Vice-Président:** M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle, vous avez la parole.

**M. Lavoie:** Si le leader parlementaire du gouvernement n'a pas d'objection. Je vois qu'après un mois et demi à deux mois de vacances parlementaires le gouvernement, par l'entremise du leader, a répondu à un certain nombre de questions. Je crois qu'il y a eu un effort qu'on peut sinon souligner, du moins remarquer.

**M. Lessard:** ... des folies par exemple.

**M. Burns:** Les fleurs et le pot.

**M. Lavoie:** Il y a eu deux mois, un mois et demi, alors que les fonctionnaires et les ministères n'étaient pas nécessairement en vacances, mais il y a certaines questions qui datent du 28 avril, du 3 mai. Entre autres des questions — vous en avez une autre, à l'article 3, de M. Samson, le député de Rouyn-Noranda, une réponse qui manque du Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.

**M. Burns:** Je m'excuse, le leader de l'Opposition va me permettre quand même sur cet article 3 de lui dire que nous avons vraiment fait tous les efforts pour répondre à cette question qui était à 28 volets. Nous avons effectivement, à la suite de discussions avec le député de Rouyn-Noranda, obtenu l'entente que, dès que nous obtiendrons les informations requises, nous les soumettrons à l'Assemblée nationale. Nous l'avons fait morceau par morceau, pièce par pièce, et cela a été d'ailleurs du consentement de l'Assemblée nationale.

Il reste actuellement un seul service qui n'a pas été en mesure, pour le moment en tout cas, de soumettre la réponse. Il reste quand même qu'il ne faudrait pas grossir le problème. Je sais que ce n'est pas le but du leader parlementaire de l'Opposition.

**M. Lavoie:** M. Le Président, je n'ai pas amplifié la situation.

**Le Vice-Président:** A l'ordre, s'il vous plaît! M. le leader, le mercredi, vous savez quelle est la largesse de la présidence. Dans le fond, M. le député de Laval et leader parlementaire de l'Opposition officielle, nous employons présentement le temps alloué aux motions des députés. Par conséquent, je n'ai pas l'intention d'intervenir à chaque instant. Cependant, je ne voudrais pas qu'il y ait de duo et



je voudrais qu'on s'adresse à la présidence. Un à la fois.

M. Burns: M. le Président...

M. Lavoie: Si je n'avais pas été interrompu, ce serait terminé.

Le Vice-Président: A l'ordre! A l'ordre! Je reconnais M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Je n'ai pas amplifié le problème, mais on sait que tous les ministères ont répondu. Le haut-commissariat, ce n'est quand même pas le plus gros ministère; les Affaires sociales, les Richesses naturelles, la Justice ont répondu. Je trouve cela un peu anormal.

M. Lessard: Arrêtez de poser des questions, cela n'a pas de bon sens!

M. Lavoie: Voulez-vous demander au petit politicien de se taire, M. le Président?

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre! M. le ministre des Transports! A l'ordre! M. le leader parlementaire adjoint! A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre! C'est suffisant, quand même! Je viens de souligner que c'est la journée des députés et je ne voudrais pas que par des interruptions du genre on perde le temps de cette Assemblée.

A l'ordre, s'il vous plaît! Surtout ceux qui ne sont pas à leur fauteuil! Je ne voudrais pas qu'on perde le temps d'intervention de M. le député de Verdun que je reconnaitrai bientôt. J'ai reconnu M. le député de Laval, leader parlementaire de l'Opposition officielle. Je lui demande de ne pas faire de débat et de terminer brièvement son exposé.

M. Lavoie: En vue de vous faciliter la tâche, M. le Président, je vais être très bref. Puis-je demander au leader du gouvernement, entre autres sur certaines motions du 23 mars, s'il aurait des réponses? Je crois que les réponses seraient très simples.

M. Duhaime: Voulez-vous parler plus fort, on n'entend pas?

M. Lavoie: Il y a certaines questions ou motions au feuillet, à mon point de vue, qui demandent des réponses très courtes. Il y a peut-être, dans certains ministères, certaine négligence. Je vous demanderais votre collaboration.

M. Burns: Je demande au leader de l'Opposition, s'il vous plaît, de me signaler ce qu'il considère être un retard indu. Mon bureau s'en occupera le plus rapidement possible.

M. Lavoie: Je vous donne un seul exemple. L'article 108 demande copie de toute correspondance, mémoires, rapports échangés entre le gouvernement du Québec et le club de baseball Les Expos. Cela date du 23 mars et ça ne doit pas de-

mander une recherche très poussée. Je vous donne cet exemple.

M. Burns: C'est noté. On va essayer de vous donner une réponse la semaine prochaine.

M. Lavoie: L'article 109, au sujet des personnes âgées de 65 ans, je ne pense pas que cela représente des recherches énormes. On remarque que cela relève du haut-commissariat ou du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. De toute façon, ce n'est pas un blâme, mais je vous demanderais votre collaboration.

M. Burns: Je suis d'accord.

M. Lavoie: Ce sont des demandes qui ont été faites depuis six mois.

M. Burns: Quand j'étais dans l'Opposition, je faisais exactement ce que le député de Laval et leader de l'Opposition fait actuellement. C'est tout à fait normal qu'on nous souligne qu'un certain nombre de choses ne sont pas rapportées dans un délai normal. Je vous remercie de souligner cette question et je vais personnellement y voir. Je vais essayer de vous donner une réponse dans les plus brefs délais possible, selon les disponibilités des ministères concernés.

Le Vice-Président: Je remercie les deux leaders parlementaires de leur aménité et de leur cordialité l'un envers l'autre. Y a-t-il d'autres questions en vertu de l'article 34 ou si nous pouvons procéder?

M. Levesque (Bonaventure): Quand je pense que le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche s'est retrouvé dans la liste! Cela l'a rendu tranquille.

Le Vice-Président: A l'ordre, M. le chef de l'Opposition officielle! A l'ordre!

### **Motion relative à la conjoncture économique**

Hier, M. le député de Laval s'est levé dans cette Assemblée pour nous prévenir qu'une motion en vertu de l'article 91 serait présentée par M. le député de Verdun. Il en a même lu le texte. Le texte apparaissait hier, en avis; il s'agit de la motion suivante: "Que cette Assemblée est d'avis que la conjoncture économique s'étant considérablement détériorée au Québec depuis le 15 novembre 1976, il est du devoir du gouvernement de rechercher des éléments susceptibles de redresser la situation, notamment dans l'industrie manufacturière".

Je prierais tous les députés d'écouter attentivement M. le député de Verdun.

Une Voix: En anglais.

M. Burns: La politique économique du Parti libéral, la voilà.

**M. Caron:** Vous verrez. Vous vous pensez des dieux, mais descendez dans la rue, vous allez voir que vous n'êtes pas des dieux actuellement. Vous avez besoin de vous réveiller, cela presse.

Voulez-vous ne pas vous énerver, M. le ministre! Vous aussi, descendez dans la rue, vous ne faites pas deux rues...

**M. O'Neill:** Allez en anglais, cela va être plus naturel.

**Le Vice-Président:** A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Verdun, adressez-vous donc au président; vous serez sûr de ne pas être interrompu.

**M. Lavoie:** Ce n'est pas sûr.

**Le Vice-Président:** M. le député de Laval, attention! Si vous connaissez l'article 39, vous savez que le président peut intervenir à tout moment et vous avez une longue expérience dans le domaine.

**M. Lavoie:** C'est la raison pour laquelle j'ai dit: Ce n'est pas sûr qu'il ne sera pas interrompu.

**Le Vice-Président:** M. le député de Verdun.

**M. Lucien Caron**

**M. Caron:** M. le Président, en donnant lecture du texte de la motion que je présente aujourd'hui à l'Assemblée nationale et en songeant aux récentes déclarations du premier ministre et du gouvernement, ainsi qu'aux demandes répétées de l'Opposition au sujet des problèmes économiques du Québec, j'ai le sentiment que c'est à l'unanimité que cette Assemblée votera en faveur de ma proposition.

Comment, en effet, pourrait-il y avoir un membre en cette Chambre qui ne puisse aujourd'hui être d'avis que, face à la détérioration de la situation économique du Québec depuis le 5 novembre 1976, il ne puisse être du devoir du gouvernement...

**M. Lamontagne:** Une question de règlement, M. le Président. Je ne peux pas comprendre, M. le Président, que devant une question aussi importante... Regardez les ministres qui sont là. Regardez-les, on peut bien avoir la situation décrite par le député de Verdun.

**Le Vice-Président:** A l'ordre, s'il vous plaît! Est-ce que M. le député de Roberval invoque le manque de quorum? Non. A l'ordre, s'il vous plaît! Non. M. le député de Laval, avec sa longue expérience, vient de dire que je devrais interrompre, mais c'est à la demande du député de Roberval. Alors, je rappellerais tout le monde à l'ordre et je demanderais que l'on évite à cette Assemblée des conversations privées, sauf à voix très basse et en portant quand même intérêt à l'opinant. M. le député de Verdun.

**M. Caron:** ... il ne puisse être du devoir du

gouvernement de rechercher les éléments susceptibles de redresser la situation notamment dans l'industrie manufacturière. C'est là le texte même de la motion que j'ai l'honneur de soumettre à votre attention aujourd'hui. Les Québécois seraient les plus surpris du monde, s'il fallait qu'il se trouve en cette Chambre un député pour se lever et venir dire qu'il est contre une telle motion.

M. le Président, c'est au mois de mai que j'ai eu l'occasion d'inscrire au feuillet de cette Assemblée une proposition voulant que nous discutions de la situation économique du Québec. Déjà, à cette époque, il était devenu évident que le Québec allait connaître des difficultés économiques particulièrement.

Nous avons peut-être trop naïvement cru alors que le gouvernement se rendrait à l'évidence et qu'il mobiliserait dès ce moment toutes les énergies disponibles pour faire face à une situation dont nous pouvions dès le printemps dernier mesurer toute la gravité. Hélas! il n'en fut rien et c'est presque en catastrophe que maintenant que nous sommes rendus à l'automne le gouvernement semble avoir fini par comprendre ce que nous lui avons pourtant dit depuis déjà plusieurs mois.

M. le Président, le niveau du chômage au Québec a maintenant atteint des sommets négatifs depuis qu'existent les relevés statistiques que nous connaissons, soit depuis 1953. Je ne veux pas aligner ici les chiffres que tout le monde connaît. Je veux simplement dire, pour poser clairement et brutalement le problème qui nous occupe aujourd'hui, qu'au cours des onze premiers mois d'existence du gouvernement péquiste le nombre de travailleurs n'a augmenté que de 13 730 par rapport à la moyenne des mois correspondants de l'année précédente, alors qu'au Canada il a augmenté de 150 550 pour la même période.

En termes concrets, cela veut dire, et c'est l'aspect le plus dramatique de la situation du Québec, que l'économie québécoise se détériore davantage que l'économie canadienne dans son ensemble et que l'économie des autres provinces du pays. La preuve en est que l'économie québécoise n'a été responsable, de novembre 1976 à septembre 1977, que d'un peu plus de 9% du total des emplois créés, soit exactement trois fois moins que le poids démographique du Québec dans le reste du Canada.

C'est évident qu'il y a un problème de conjoncture économique internationale, nord-américaine et canadienne. Cela, personne ne le nie. Tout le monde l'admet, mais ce qui est grave, c'est qu'il est aujourd'hui devenu tout aussi évident, comme je viens de l'indiquer, que la situation du Québec est pire que celle que l'on retrouve ailleurs. Pourquoi, M. le Président? Comment pouvons-nous expliquer un tel état de choses si ce n'est par des facteurs autres que des facteurs de nature strictement économique.

Mon collègue, le député d'Outremont, dont on connaît la vaste expérience dans le domaine de l'analyse et de la recherche économiques, a déclaré récemment que les difficultés économiques du Québec étaient devenues non seulement un

problème économique et social, mais qu'il était d'abord et avant tout devenu une question fondamentalement politique.

On aura beau, du côté du gouvernement, invoquer toute la litanie des excuses et des faux-fuyants, comme celui: c'est la faute à Ottawa, ou encore celui devenu maintenant caduc: c'est la faute à l'ancien gouvernement, il reste qu'il faut que nos amis d'en face se rendent maintenant à l'évidence: la seule explication logique à la détérioration plus grave de l'économie québécoise par rapport à l'économie canadienne vient du fait de l'élection d'un gouvernement qui, sans en avoir le mandat de la population, cherche par tous les moyens possibles de propagande et de demi-vérités à imposer aux Québécois la séparation du Québec du reste du Canada.

Le problème économique du Québec, c'est d'abord et avant tout un problème politique ou, si vous préférez, psychologique. C'est une question de confiance, cette confiance en l'avenir du Québec qui est disparue parce que nous ne savons toujours pas ce que demain sera. Nous ne le savons toujours pas parce que le gouvernement a choisi, d'une façon absolument irresponsable, de plonger notre société dans un tel climat d'incertitude qu'il n'est désormais plus possible pour l'un ou l'autre des agents de la vie économique de prendre les décisions qui doivent aujourd'hui être prises pour permettre au Québec de sortir de la situation pénible dans laquelle il se trouve depuis le 15 novembre 1976.

Je sais que de tels propos déplaisent aux membres du gouvernement, mais il me semble que c'est notre responsabilité première de dire de telles choses parce que chercher à les taire serait faire le jeu de l'autruche en refusant de voir la réalité telle qu'elle est et que malheureusement, l'entêtement du gouvernement risque de la faire durer encore trop longtemps. Cette réalité, c'est celle d'une évidence, elle crève pourtant les yeux. Un investissement, si petit soit-il, est toujours un pari sur l'avenir.

Je voudrais que l'on comprenne bien en cette Chambre que n'importe quel citoyen ou n'importe quelle entreprise qui décide de prendre une partie de son épargne pour investir cherche d'abord à évaluer le mieux possible les risques que comportent toujours les décisions d'investir.

On tente alors, du mieux que l'on peut, d'évaluer un tel risque, de chercher à en minimiser le plus possible les effets. Comment, aujourd'hui, un individu ou une entreprise, si petit soit-il, peut-il faire un tel exercice alors qu'il ne sait pas si dans un, deux ou trois ans le dollar qu'il investit sera toujours un dollar et non pas quelques laurentiens et si cette nouvelle monnaie aura alors une valeur correspondante au dollar investi?

Le ministre des Finances a déjà indiqué que, dans l'éventualité d'une séparation du Québec du reste du Canada, le Québec devrait se donner une monnaie différente de celle du Canada. A-t-il simplement pensé, ce ministre, dont l'arrogante compétence est bien connue de tous, que cette déclaration pouvait comporter de l'incertitude et

comment elle pouvait être néfaste à l'économie du Québec?

On peut parler sans être injuste de l'irresponsabilité de ce ministre des Finances qui, au lendemain de la présentation de son premier budget, le budget de la désillusion, a fait des pieds et des mains pour dire que nous nous trompions lorsque nous lui disions alors que son budget allait créer du chômage.

N'est-il pas curieux aujourd'hui de voir ce même ministre littéralement pris de panique courir les fonds de tiroirs gouvernementaux pour improviser en plein milieu de l'automne un programme d'urgence qui apparaît déjà comme étant une manœuvre de propagande pour masquer son erreur initiale d'évaluation dans la conjoncture économique québécoise?

Depuis quelques semaines tout est mis en place pour tenter de tromper les Québécois sur la gravité de la situation que le gouvernement a lui-même créée par son manque de vision et son manque de sens élémentaire de responsabilités.

Ce programme d'urgence dont on nous a parlé et dont on nous parlera sans doute cet après-midi, il est déjà malheureusement facile de le qualifier. Ce ne pourra malheureusement être qu'un cataplasme. Ce sera hélas! trop peu et hélas! encore trop tard pour vraiment faire face à la gravité de la situation.

Depuis le temps où l'option séparatiste est discutée, tous ceux qui s'opposent à ce que le Québec se lance dans une pareille aventure ont toujours mis en évidence le fait brutal que ce seront les travailleurs qui seront les premières victimes d'une telle aventure.

Quand nous voyons comment les choses se déroulent depuis le 15 novembre dernier, quand nous constatons le simple fait qu'un gouvernement séparatiste ait été élu sans même avoir le mandat de faire l'indépendance du Québec, comment pouvons-nous ne pas dire au gouvernement péquiste que la preuve est malheureusement déjà faite que ce seront bien les travailleurs qui paieront le plus cher les visions irresponsables de cette grande bourgeoisie pensante qui veut entraîner le Québec dans l'aventure séparatiste. Qui est-ce qui a le plus à souffrir aujourd'hui de ce climat d'incertitude politique et économique qui frappe le Québec depuis le 15 novembre dernier?

Est-ce que ce sont les professionnels, les enseignants, les fonctionnaires, ou ne sont-ce pas plutôt les cols bleus, les jeunes et les travailleurs du Québec, ces quelque 300 000 chômeurs du Québec? Qui sont-ils? Je le demande aujourd'hui au gouvernement. Qui sont ces 19,8% de gens du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, ces 9,3% de gens de la région du Québec, ces 10,7% de gens des Cantons de l'Est, ces 11,3% de gens de l'Outaouais, ces 9,3% de gens de la région de Montréal, tous ces gens qui sont aujourd'hui en chômage et tous ceux qui, demain, à cause d'une fermeture d'usine ou des investissements qui ne se feront pas seront, eux aussi, condamnés au chômage?

Je pose la question au gouvernement. Je n'ai

pas la prétention d'avoir le style flamboyant de tous les super-ministres économiques formant le présent gouvernement. Je veux simplement aujourd'hui, par ma motion, leur poser une question toute simple, mais combien importante pour l'avenir du Québec et pour le genre de société que l'irresponsabilité du gouvernement nous préparera. Qui sont les Québécois qui sont les premières victimes de l'aventure séparatiste dans laquelle vous voulez entraîner le Québec? Qui sont ces gens, si ce ne sont pas les travailleurs québécois? Je vous demande simplement, aujourd'hui, par ma motion, d'y penser. Merci, M. le Président.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le député de Bellechasse.

**M. Bertrand Goulet**

**M. Goulet:** Merci, M. le Président. La conjoncture économique s'étant considérablement détériorée au Québec, c'est le devoir du gouvernement de rechercher des éléments susceptibles de redresser la situation. Voilà l'essentiel de la motion présentée par mon collègue de Verdun.

Certains membres de cette Chambre diront que cela dépend de l'ancien gouvernement; d'autres diront que c'est la faute d'Ottawa, d'autres même ajouteront que cela dépend des conjonctures économiques nord-américaine ou même mondiale. Par contre, il y a une chose: tous sont unanimes pour affirmer qu'actuellement, au Québec, cela pourrait aller mieux dans le domaine économique. Tous sont unanimes pour affirmer qu'il est grand temps, une fois pour toutes, au Québec, qu'on s'attarde aux questions qui traitent de l'économie.

L'Union Nationale, par la voix de son chef, le député de Lotbinière, demande — et ce depuis les premiers jours de la première session, dès novembre dernier — au gouvernement de s'attaquer, une fois pour toutes, aux problèmes économiques. L'Union Nationale a même prouvé sa bonne foi en offrant au gouvernement une journée qui lui était destinée pour permettre au ministre de l'Industrie et du Commerce de présenter la Loi sur les stimulants fiscaux pour les petites et moyennes entreprises, la loi 48.

Je pense, M. le Président, que l'Union Nationale a fait preuve de bonne foi. Les libéraux, M. le Président, depuis deux ou trois semaines, pour ne pas dire deux ou trois mois, ont décidé, eux aussi, de revendiquer dans le même sens. Hier, dans cette Chambre, l'honorable premier ministre nous déclarait que, d'ici quelques jours, il annoncerait certaines mesures pour répondre aux demandes maintes fois répétées par le chef de l'Union Nationale.

Enfin, M. le Président, nous de l'Union Nationale sommes heureux d'avoir gagné la première bataille. Nous de l'Union Nationale sommes heureux d'avoir enfin été compris et par le gouvernement et par l'Opposition officielle. Enfin, M. le Président, bientôt ce Parlement pourra parler d'économie. Les membres de ce Parlement pourront parler et discuter de certaines mesures pour

améliorer le contexte économique actuel. Ah! je suis d'accord, M. le Président, cela a pris onze mois à notre parti pour convaincre les autres partis que la meilleure mesure sociale qu'on peut apporter aux gens du Québec, c'est la relance économique, la relance de leur économie.

Enfin, M. le Président, tous reconnaissent l'urgence de tout mettre en oeuvre afin de créer un climat politique sain et ainsi de favoriser la relance économique. Pour un climat politique sain, M. le Président, le gouvernement du Québec doit surseoir au processus du recours à l'indépendance. Le premier ministre devrait préciser davantage, et ce dès maintenant, à quel moment de son mandat il entend consulter les Québécois sur leur avenir collectif. Idéalement, M. le Président, cela devrait être à la fin de son mandat, de façon que d'ici là le gouvernement agisse d'abord et avant tout comme un bon et vrai gouvernement.

Pour créer un climat sain, le gouvernement devrait dès maintenant voir à la formation d'un conseil consultatif appelé à conseiller le ministre et même tous les membres de cette Assemblée en matière de référendum ou de consultation populaire, de façon à en assurer l'impartialité. Pour créer un climat sain, le gouvernement devrait consentir, de concert avec le gouvernement d'Ottawa à un moratoire de six mois sur les petites guerres faites par le biais des médias. Je pense également ici, M. le Président, en parlant des petites guerres, au congrès de l'Union des municipalités ou encore à la querelle de mots entre l'honorable M. Parizeau et l'honorable M. Tremblay, d'une part, et, d'autre part, les honorables MM. Homer et Chrétien, d'Ottawa.

Au lieu de se quereller et d'essayer, chacun de leur côté, de se créer un capital politique qu'ils s'assoient donc à la même table et qu'ils trouvent donc ou essaient de trouver, du moins, des solutions au chômage et à la relance économique. Je pense, M. le Président — et c'est là un humble conseil que je veux leur donner — que c'est encore là qu'ils trouveraient le meilleur capital politique. Pardon?

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre!

**M. Goulet:** Si le député de Lévis, l'honorable ministre de l'Agriculture, veut poser une question, je lui demanderais de prendre son siège et, après, cela me fera plaisir de lui répondre, M. le Président. Ce serait drôle de voir que quelqu'un répond à mes questions. Je voudrais, M. le Président, continuer à faire au gouvernement quelques suggestions d'ordre économique et fiscal. Pour une relance économique à court terme, M. le Président, le gouvernement doit faire connaître d'abord dans les prochains jours un budget supplémentaire spécial — apparemment, on l'aura vendredi — budget essentiellement axé sur la relance économique, sur une relance économique qui puisse se faire sentir à court terme, au plus tard dès l'hiver qui vient. Ce budget complètera le train de mesures que le gouvernement d'Ottawa, dont la marge de manoeuvre financière est reconnue

plus grande, en tout cas un peu plus grande que celle du Québec, se doit d'annoncer dès cette semaine.

Le gouvernement devrait, plus précisément, procéder à une certaine réduction des impôts des particuliers afin d'en accroître le pouvoir d'achat et, conséquemment, de favoriser la production de biens manufacturés au Québec, à défaut d'avoir l'audace d'indexer, M. le Président, tel qu'il l'avait promis, les impôts des particuliers. Le gouvernement devrait également annoncer un rabais d'impôt à toute entreprise établie au Québec, rabais d'impôt pouvant aller jusqu'à 75% des impôts dus au Québec pour les trois prochaines années, à condition, par exemple, qu'elle réinvestisse la totalité de ses profits avant impôt au Québec.

Le gouvernement devrait également permettre un amortissement accéléré pour toute petite ou moyenne entreprise, amortissement allant même jusqu'à 150% des investissements faits avant le 31 décembre 1978, afin d'accélérer la reprise de l'économie.

Le gouvernement devrait également accepter une déductibilité spéciale d'impôt pour les employés concernés de toutes petites et moyennes entreprises dans lesquelles au moins 25% du capital-actions seront détenus par des travailleurs actifs de l'entreprise. Le gouvernement devrait également rembourser aux petites et moyennes entreprises, tout au moins en partie, la valeur des augmentations de salaire minimum décrétées ou accordées par le gouvernement québécois pour la période du 1er avril 1977 jusqu'au 1er août 1980. Je pense qu'une mesure sociale du genre, à mon humble avis, doit être payée par l'ensemble de la population et non pas par un seul groupement sectoriel déterminé.

Le gouvernement devrait en plus arrêter un programme d'aide spéciale, subsides ou aide technique aux agriculteurs et à l'ensemble de l'industrie agro-alimentaire, programme portant à la fois sur la production et la commercialisation des produits agricoles.

En plus de cela, peut-être, lancer, de concert avec Ottawa, un programme accéléré de construction d'habitations à loyer modique, programme pour construction de 10 000 unités de logement. On dira qu'il y a assez de logements à Québec ou au Québec, c'est faux. Il y en a peut-être pour les gens bien nantis, mais je parle d'habitations à loyer modique pour les familles, il n'y en a pas actuellement, il y a une pénurie.

Etablir peut-être une société mixte de mise en marché où l'Etat et la grande industrie collaborent à corriger l'une de nos plus grandes faiblesses, soit la vente de nos produits sur le marché interprovincial et international. Cela a été suggéré dès les premières journées de la session par notre chef, le député de Lotbinière.

Formuler également rapidement de façon positive, donc autrement que par la seule approche d'un livre noir en la matière, son programme d'aide à court terme et à long terme aux municipalités, elles-mêmes aux prises avec de sérieux problèmes économiques et fiscaux.

En plus de cela, peut-être le gouvernement pourrait-il en profiter pour faire connaître, dans les meilleurs délais, ses politiques, ses positions ou ses choix en matière, par exemple, touristique, énergétique, en matière de pâtes et papiers — nous avons la commission parlementaire, mais il y a déjà des usines qui sont fermées avant que la commission se soit prononcée — en matière d'industrie minière et plus précisément au niveau de l'avenir de l'industrie de l'amiante.

Autant de points parmi d'autres, je pense, qui doivent composer le programme d'orientation économique du gouvernement et la stratégie de développement qu'il sous-tendra, précisions que l'on attend depuis le sommet économique de La Malbaie. Dans les circonstances, le gouvernement devrait surseoir à toute mesure sociale nouvelle qui ne serait pas une priorité universelle ou dont le contenu ne soulage en rien le fardeau des Québécois. Je cite en exemple le projet de loi no 67 sur l'assurance automobile, projet de loi de quelque nature qu'il soit.

En conclusion, l'Union Nationale, depuis déjà le 15 novembre dernier et encore aujourd'hui, se fait une priorité première de s'intéresser à l'économie et entend, comme c'est le cas depuis le début de la présente Législature, contribuer de toutes suggestions concrètes au débat de la relance économique. Pour autant, l'Union Nationale est ouverte à toute autre idée en autant que la relance économique en soit le tributaire.

Voilà, pour faire suite à la motion du député de Verdun, pourquoi je voterai et les représentants de l'Union Nationale voteront en faveur de la motion que l'on discute présentement.

Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le chef de l'Opposition officielle.

A l'ordre, s'il vous plaît! Puis-je rappeler au député de Lévis qu'il doit prendre son siège s'il veut avoir la parole?

M. le chef de l'Opposition officielle.

#### M. Gérard-D. Levesque

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, j'aimerais immédiatement féliciter le député de Verdun de son exposé et, en même temps, de l'initiative qu'il a prise de nous permettre aujourd'hui de discuter de cette motion qui, j'espère, recevra l'approbation de tous les membres de l'Assemblée.

Au lendemain de l'élection du Parti québécois, l'Opposition officielle avait déjà indiqué — je l'avais moi-même fait dans la réponse au message inaugural, en décembre 1976 — que la grande question qui se posait au gouvernement serait celle de savoir comment il se sortirait du dilemme dans lequel il s'est lui-même placé en cherchant, d'une part, à promouvoir l'idée de l'indépendance du Québec et, d'autre part, à faire face aux difficultés particulièrement sérieuses de la conjoncture économique.

Il nous a semblé alors que dans le meilleur intérêt des Québécois le gouvernement devait, d'une

façon ou d'une autre, faire tout en son pouvoir pour dissiper — je sais que le mot que je vais employer n'est pas populaire chez mes amis d'en face — l'incertitude que créait son option constitutionnelle. Malheureusement, le gouvernement s'est refusé à voir la réalité telle qu'elle se présentait et il a plutôt essayé de courir, selon l'expression populaire, deux lièvres à la fois. Aujourd'hui, on constate que cela a conduit le Québec dans une impasse vraiment pénible.

L'Opposition officielle, en début de semaine, a dressé un premier bilan de la performance économique du gouvernement. Je ne veux pas, aujourd'hui, reprendre un à un les éléments de la situation économique. Je veux tout de même dire que nous avons établi que, dans le domaine de l'emploi, dans celui de l'investissement, dans celui de l'activité agricole manufacturière, commerciale, dans celui de la construction, dans celui des prix et salaires et dans celui du travail, etc., la performance du gouvernement est médiocre et, en tout cas, n'est certainement pas à la hauteur des besoins actuels des Québécois. C'est que la motion du député de Verdun nous permet cet après-midi de rappeler une nouvelle fois au gouvernement en espérant qu'on puisse, au cours des prochaines semaines et des prochains mois, se rendre compte de la situation dans laquelle il place le Québec et qu'il puisse changer, non pas seulement dans le vocabulaire ou à la faveur du programme d'urgence, véritablement ses orientations et ses priorités.

Le député de Verdun vient tout juste de dire en cette Chambre que ce qui était fondamentalement mis en cause par l'attitude du gouvernement au cours des onze derniers mois, c'était, bien sûr, le progrès et le développement du Québec, mais c'étaient peut-être surtout la sécurité et le bien-être de dizaines de milliers de travailleurs québécois. Si le gouvernement pouvait simplement retenu de nos interventions répétées au titre du développement économique cette seule question de la protection des travailleurs québécois, nous n'aurions pas parlé en vain et nous aurions permis au gouvernement de commencer d'être ce qu'il n'a malheureusement pas encore été, un bon et vrai gouvernement.

N'est-ce pas, en effet, la première chose qu'un gouvernement responsable doit faire que celle de se préoccuper d'abord de créer un minimum de bien-être et de prospérité dans une société afin, justement, d'éviter que ceux-là qui sont les plus vulnérables aux aléas de la conjoncture économique ne soient pas condamnés à vivre dans les conditions qui sont celles que connaissent aujourd'hui quelque 300 000 chômeurs québécois?

S'il a été possible au gouvernement libéral, entre 1970 et 1976, de développer de la façon que l'on sait les programmes sociaux, c'est d'abord et avant tout parce que nous avons fait de la question de la croissance et du développement économique la toute première priorité du gouvernement. On pourra dire tout ce qu'on voudra de cette période de l'histoire du Québec, il restera que ces années auront été celles d'un accroissement sans précédent des programmes de justice

et de sécurité sociale. Nous avons pu le faire parce que l'économie était fondamentalement saine.

Je sais que nos amis d'en face n'aiment pas qu'on parle du climat d'incertitude que connaît présentement le Québec et qu'on leur dise que la source des problèmes actuels est que la confiance n'existe pas. Pourtant, c'est malheureusement le cas. Si les membres du gouvernement n'aiment pas qu'on leur dise ce genre de choses, c'est qu'ils ne savent manifestement pas comment ils pourraient bien restaurer cette confiance dans l'avenir du Québec, confiance qui nous fait présentement tellement défaut. Nous avons eu, nous aussi, au début de notre premier mandat, en 1970, un problème au niveau de la confiance. À l'échelle internationale, nord-américaine et canadienne, les événements d'octobre 1970 avaient considérablement terni l'image du Québec.

Nous savions que cette situation pouvait être extrêmement dommageable. Nous avons alors entrepris, d'une façon patiente et systématique, de rétablir ce climat de confiance. On peut se rappeler, non pas seulement les déclarations, non pas seulement les démarches, les voyages, mais toute l'orientation du gouvernement pour rassurer le monde extérieur et donner une image plus véridique et plus encourageante du Québec.

Personne ne peut nier que nous soyons parvenus à le faire, puisque le Québec a connu, dans les années qui ont suivi, une période de progrès économiques que personne ne peut contester. Je voudrais aujourd'hui demander au gouvernement de sortir, une fois pour toutes, de cette torpeur dans laquelle il se trouve. Il y a des choses que vous pouvez faire pour créer ce climat de confiance. Je voudrais, et tous les Québécois voudraient sentir qu'il existe quelque part dans ce gouvernement, qu'il doit y avoir particulièrement — je m'adresse aux ministres des ministères à vocation économique, c'est surtout de ce côté-là que je tends la perche parce que ailleurs j'ai perdu tout espoir — une volonté politique déterminée de prendre de face le problème et de véritablement changer ce climat néfaste que nous connaissons depuis le 15 novembre 1976.

Nous vous le demandons une nouvelle fois, parce que nous sommes convaincus que tout ce que vous entreprendrez pour essayer d'améliorer quelque peu la situation économique du Québec, tout ce que vous pourrez faire, et je ne nie pas les efforts qui sont faits de ce côté, eh bien! tout cela ne vous permettra pas, hélas! de véritablement changer les choses si, à la base, vous ne réussissez pas à établir clairement comment vous, comme gouvernement, envisagez l'avenir du Québec.

Nous avons cru, peut-être naïvement, que les records dans le domaine du chômage au Québec au cours de l'été et du mois de septembre auraient pu convaincre le gouvernement de la gravité de la situation. Je ne suis pas convaincu que le gouvernement dans son ensemble ait vraiment compris. Il a, bien sûr, compris qu'il lui fallait faire quelque chose. Il a malheureusement décidé d'improviser, comme on dit, en catastrophe, pour employer le

vocabulaire à la mode, d'improviser, dis-je un "programme d'urgence" et de le faire précéder d'une vaste campagne de propagande pour faire croire que l'on a vraiment saisi, au gouvernement, toute la gravité de la situation.

On réussira peut-être à obtenir un certain impact publicitaire, vendredi prochain, alors qu'à grand renfort de publicité on annoncera les modalités d'un certain programme dit d'urgence. On a d'ailleurs pris soin, hier, d'une façon que je pourrais même qualifier d'enfantine, d'enlever du décor le projet de loi sur le référendum, comme si c'était l'adoption de ce projet de loi, ou, enfin, plutôt du livre blanc avant le projet de loi, comme si c'était cela qui posait le véritable problème.

Le véritable problème ce n'est pas tellement d'étudier ou de ne pas étudier le livre blanc sur le référendum, pas plus que le projet de loi qui s'en suivra, mais c'est la chose elle-même, c'est le référendum, c'est la volonté politique exprimée encore aujourd'hui par le gouvernement du Québec de séparer le Québec du reste du Canada. Le fait que le gouvernement, en retardant encore la tenue du référendum contribue à créer ce climat d'incertitude, à le conserver, à nourrir ce climat d'incertitude qui prévaut actuellement, est à la source de la détérioration de la situation économique du Québec par rapport à celle du Canada.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** Il vous reste une minute, s'il vous plaît, auriez-vous l'obligeance de conclure?

**M. Levesque (Bonaventure):** Je vais me conformer à votre désir, M. le Président. De ce programme d'urgence qui nous sera annoncé vendredi, on peut déjà dire qu'il sera probablement insuffisant en regard des besoins réels de l'économie québécoise et qu'il vient certainement trop tard pour vraiment produire des effets significatifs au cours des prochains mois.

On peut dire, d'autre part, que ce programme d'urgence ne répond absolument pas et n'a pas la prétention de répondre à la vraie question que toutes les statistiques que l'on peut adresser au gouvernement sur sa performance économique posent brutalement, c'est-à-dire la question de confiance. En demandant aujourd'hui au gouvernement, à l'occasion de la motion du député de Verdun, de rechercher les éléments susceptibles de redresser la situation économique, nous voulons inviter le gouvernement à ne pas chercher simplement à apporter des corrections de tir qui s'imposent depuis longtemps, mais également à s'engager résolument à viser la bonne cible, celle de la restauration du climat social et politique du Québec.

Au lendemain du 15 novembre 1976, les observateurs politiques ont reconnu l'efficacité de la stratégie électorale péquiste au cours de la dernière campagne. L'étapisme avait donné de bons résultats électoraux. Cet etapisme, toutefois, est en train de se retourner, tel un boomerang, contre le gouvernement péquiste, parce qu'il apparaît de plus en plus évident qu'il est impossible pour le gouvernement actuel d'être simplement un bon et

vrai gouvernement tout en persistant à vouloir rechercher en même temps la souveraineté ou l'indépendance du Québec. De toute évidence, la phase 2 de l'étapisme, c'est-à-dire l'indépendance, compromet la réalisation de la phase 1 et la possibilité d'être un bon et vrai gouvernement.

Le problème du gouvernement actuel, il est là. La stratégie électorale du Parti québécois se retourne contre lui et lui rend la tâche presque impossible. La détérioration de la situation économique du Québec prouve une chose, chose malheureusement tragique pour les Québécois, que la stratégie électorale du Parti québécois, celle de l'étapisme, est une voie sans issue. Ce sont les Québécois, en particulier les travailleurs et les jeunes, qui en sont malheureusement les premières victimes.

**M. Lalonde:** M. le Président...

**M. Le Moignan:** M. le Président...

**M. Lalonde:** Je vous laisse la place.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le député de Gaspé.

**M. Le Moignan:** Merci, M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

Une Voix: Cela va être plus intéressant.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Michel Le Moignan**

**M. Le Moignan:** Je suis très heureux, comme les autres députés, de constater que le gouvernement va placer l'accent sur la relance économique. Je viens de parcourir mon comté et naturellement une partie de la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent. Il y a une chose là-dedans qui m'a frappé, quand on voit des pancartes: Le Canada au travail. Parfois, seul dans ma voiture, il m'arrivait un peu de jongler, de méditer. Je me disais: A quand le jour où on verra des pancartes semblables: Le Québec au travail? J' imagine que nous approchons de ce moment-là. Vendredi, nous allons avoir le contenu d'un menu qui, je l'espère, sera assez substantiel.

Je sais très bien que, même si le ministre des Finances, qui n'a pas dévoilé de chiffres, apportait un plan de \$100 millions, quand on pense au chômage qui sévit à la grandeur de la province et qui va aller en augmentant au cours des prochains mois, ce montant, une fois distribué, représentera très peu pour chacune des régions. Mais ce qui est déplorable là-dedans, c'est que le programme de travaux que l'on doit nous offrir va nous arriver, à nous de l'Est du Québec, au moment où les premières neiges vont tomber. Ce ne sera pas beaucoup le temps de faire de la sylviculture. Le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche ferait probablement de beaux projets si la saison était moins avancée. On pourrait lui en suggérer.

On pourrait en discuter à un autre moment. Il y aurait tellement de choses à faire, alors que nous avons des centaines et des milliers de personnes qui se cherchent du travail.

Chez nous, en Gaspésie, M. le Président, on dit que c'est le royaume du chômage. Nous avons le don de battre tous les records. À la longue, cela devient peut-être un peu gênant, un peu humiliant. Même dans un document que vient de publier le ministère de l'Éducation, la région la plus défavorisée, c'est encore la Gaspésie. Quand on regarde le domaine de l'emploi, admettons que nous vivons très loin, admettons qu'il y a des distances.

Mais il y a tout de même chez nous aussi un peuple qui souffre plus qu'ailleurs de ce besoin de relance économique.

Je sais que nous avons notre propre service civil. Nous avons un organisme que personne ne songe à nous enlever dans le moment. Il est constitué d'intouchables. Nous avons là-dedans des détenteurs de cartes permanentes. Ce sont tous nos assistés sociaux. Il ne faudrait pas nous imaginer que ces gens sont sur le bien-être social simplement par caprice. J'ai fait une liste à mon bureau de Gaspé — c'est la première fois que cela arrive — pour une vingtaine de personnes qui n'ont jamais connu de leur vie le bien-être social, et parce qu'il n'y a pas eu d'ouvrage cet été, absolument rien dans la construction, ces gens en sont réduits, d'après leur propre expression, à se mettre à genoux, à demander à l'État de les faire vivre. Ce n'est pas cela que nos gens exigent. Ce n'est pas cela qu'ils veulent. Ils ont beaucoup plus de cœur et d'ambition.

Comme je vous l'ai dit au début, si le gouvernement veut faire un effort réel, si le gouvernement veut relancer l'économie, même à cette période de l'année, nous serons les premiers à nous réjouir. Quand nous avons passé plusieurs mois ici en session parlementaire et que, presque tous les jours, on a parlé de chômage, d'usines qui ferment, de malaises économiques, cela finit par devenir très déprimant. Si on veut mettre l'accent sur la relance, si nos gens commencent à respirer, s'ils retrouvent cette joie de vivre dans un travail qu'ils vont eux-mêmes accomplir, le gouvernement aura au moins rempli une partie de sa mission, dans cette relance économique.

Dans les milieux comme le nôtre et beaucoup d'autres dans la province, nos municipalités sont en sérieuses difficultés au point de vue économique, alors que le nouveau programme PAIRA les empêche de continuer le service d'égout et d'aqueduc, alors que nous avons des municipalités comme Saint-Majorique, Pabos-Mills, Gros-Morne, Manche-d'Épée, Petite-Vallée, où les gens sont massés les uns sur les autres, où un puits est voisin d'un puisard, et le reste et le reste et le reste, où l'eau est contaminée, l'eau est condamnée. Les gens sont rendus à transporter de l'eau avec des chaudières, des seaux, des bidons ou n'importe quoi. Si tous ces travaux avaient commencé avant, il y aurait eu moyen d'aider à diminuer le coût des municipalités à effectuer certains de ses travaux.

On a mentionné, hier, à l'Assemblée nationale,

qu'il n'y avait pas crise de logement. Évidemment, il s'agit toujours de Québec et de Montréal. Dans la seule ville de Gaspé, à Chandler, à Grande-Rivière, Rivière-au-Renard, aux principaux endroits de mon comté, on pourrait construire 300 ou 400 logements immédiatement. On pourrait employer là de nombreux ouvriers qui sont en chômage, qui n'ont pratiquement rien à gagner du tout.

M. le Président, dans tous les domaines des terres et forêts, alors qu'il y a une crise dans notre milieu, qu'il y a pénurie de bois qui s'annonce, il y a toute une étude à faire pour rajuster les besoins pour utiliser les produits secondaires, pour essayer d'utiliser nos gens à la sylviculture aussi. Je comprends qu'il y a un effort, un travail qui a été commencé non seulement cette année, mais cela se fait déjà depuis plusieurs années. À cause de la saison avancée, on ne voit pas tellement d'issue chez nous, à moins que nos économistes, à moins que les membres du gouvernement puissent nous trouver quelque chose où nos gens vont être conscients de pouvoir gagner de l'argent qui sert à quelque chose.

On a souvent blâmé les projets PIL, les projets du fédéral. Je sais que, dans bien des cas, cela n'a pas servi tellement. Par contre, il y en a qui ont eu des effets bénéfiques, qui ont servi à la collectivité. Si le Québec pouvait, avec des projets semblables, rendre ce service que nous demandons, ce ne sera pas la grande prospérité chez nous, mais avec la collaboration des deux gouvernements, du fédéral et du provincial, nous serons en mesure d'apporter les solutions, au moins, à court terme et d'envisager pour l'an prochain d'autres solutions, d'autres études qui vont permettre de placer le Québec au travail, qui vont permettre, dans les régions surtout rurales, où c'est tellement facile de procurer des emplois, à ce moment-là, en créant des emplois, nous allons peut-être permettre au gouvernement du Québec de mieux remplir sa mission.

Cet après-midi, on a parlé de l'usine de Murdochville. Je suis très content que la convention collective ait été signée hier, je crois. Si le gouvernement apporte une aide alors qu'on sait que cette usine, à cause de la diminution du prix du cuivre, menace de fermer ses portes, c'est avec l'aide gouvernementale qu'elle va garder ses 1600 employés qui sont répartis sur sept ou huit localités du côté nord de la péninsule de Gaspé.

Nous avons été affligés par des inondations en mai ou en juin, surtout dans le secteur de Mont-Louis et de Mont-Saint-Pierre. Il y a des gens qui ont perdu des centaines de pieds de leurs terrains. Encore là, des travaux pourraient permettre aux gens sur place de construire eux-mêmes des digues, de construire des murs, d'essayer de faire quelque chose, et le gouvernement n'aurait pas à donner toujours la même réponse: \$5 par tête, par habitant, et, ensuite, nous vous aiderons.

C'est une situation tragique pour le printemps prochain, et si nous avons les mêmes débâcles — il y a des types qui ont perdu des granges cette année — l'an prochain, c'est leur maison qui va y passer, et il y a à Mont-Saint-Pierre un très



beau parc, un camping touristique. Si les débâcles continuent, c'est un autre beau parc touristique qui va disparaître. C'est pour cela que j'en profite pour attirer l'attention du ministre. Si on veut construire des HLM chez nous, il y a des centaines d'ouvriers qui ne font rien. Il y a aussi des projets de foyers d'accueil pour les vieillards; on pourrait employer la main-d'œuvre, cela coûterait beaucoup moins cher au gouvernement.

Des projets comme cela, M. le ministre de l'Agriculture, on peut en trouver beaucoup. Même dans la relance de l'agriculture, vous savez que ce n'est pas le comté le plus agricole de la province, mais, là encore, si on avait un agronome sur place, avec vos conseils, les conseils de votre agronome, on redonnerait ce courage, cette confiance à nos gens pour recommencer ce que nos ancêtres faisaient il y a plus de 100 ans. Cela prendrait un petit stimulant, un petit coup de pouce, cela prendrait un ministre "peppé" comme le ministre de l'Agriculture actuel, et, à ce moment-là, je suis sûr qu'il y aurait pour 1978 — on pourrait en discuter — un début de relance de l'agriculture. Le ministre serait très heureux de venir lui-même sur place visiter et de revenir un an plus tard pour constater que sa visite a porté des fruits.

**Une Voix:** H ne sera plus là.

**M. Le Moignan:** J'espère qu'il sera là, parce que c'est un très bon ministre.

**Le Vice-Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Garon:** On peut commencer par y aller.

**Le Vice-Président:** M. le député de Gaspé, je vous prierais de conclure. J'ai compris que l'intérêt que portaient tous les députés présents à vos paroles vous permettait de laisser passer un peu votre temps, mais le président doit intervenir, en vertu de l'article 39. Je vous demanderais de conclure, s'il vous plaît!

**M. Le Moignan:** M. le Président, c'est parce que j'ai été distrait. Le ministre me regardait avec tellement d'admiration que j'ai perdu un peu le fil de mon discours. Je termine en disant que — dans cette relance économique que j'approuve tellement, que je souhaite de tous mes vœux — chez nous, la production laitière qui est en train de s'organiser, que le problème des petits abattoirs également qui cause des maux de tête à ceux qui sont intéressés, ce sont autant de petites industries qui vont se développer, qu'on aura sur pied. Il y a des gens qui vendent leurs vaches, qui vont en acheter d'autres, on pourra vendre notre lait sur place et non pas le commander en dehors de la région.

M. le Président, j'ai semé quelques idées, et je vous remercie de votre bonne attention.

**Le Vice-Président:** M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Fernand Lalonde**

**M. Lalonde:** M. le Président, sur la motion du député de Verdun, j'aimerais attirer l'attention du gouvernement sur l'immense responsabilité qui lui incombe en ce qui concerne la croissance économique du Québec.

Depuis le 15 novembre dernier, ce gouvernement ne fait que du séparatisme. On lui demande, par cette motion, de s'occuper d'économie pour tous les Québécois. On a un taux de chômage inacceptable pour toute société qui se respecte, et ce gouvernement est en train d'entraîner les Québécois dans un taux de chômage de plus de 13% cet hiver. Mais, depuis le 15 novembre 1976, ce gouvernement a fait du séparatisme linguistique.

On lui demande, par cette motion, de s'occuper d'économie pour tous les Québécois. Mais, depuis le 15 novembre, ce gouvernement fait du séparatisme agricole. On lui demande, par cette motion, de s'occuper de l'économie dans l'intérêt de tous les Québécois. Mais, depuis le 15 novembre, M. le Président, ce gouvernement fait du séparatisme par référendum. On lui demande, par cette motion, M. le Président, de s'occuper d'économie pour tous les Québécois. Mais ce parti, depuis le dernier conseil national, est parti en campagne préréférendaire à des coûts astronomiques.

Si on avait envoyé l'armée de petits péquistes, à travers la province, non pas pour faire rue par rue, quartier par quartier, maison par maison, du lavage de cerveau pour tenter de convaincre les gens de voter contre leur propre intérêt, si au lieu de faire cela on les avait envoyées faire un peu de promotion économique, là je comprendrais que ce gouvernement s'occupe des affaires des Québécois et a l'intention de former un vrai gouvernement.

M. le Président, au sujet de ce chômage de plus de 10% depuis l'été et qui ira, d'après les chiffres mêmes du ministre des Finances, ou enfin du ministère des Finances ou du ministère de l'Industrie et du Commerce, je crois — le ministre est ici, il pourrait me corriger — jusqu'à un taux de près de 13%, qu'est-ce que le gouvernement a fait? C'est la faute à Ottawa, dit le premier ministre. Avant le 15 novembre, c'était la faute à Bourassa. Depuis le 15 novembre, c'est la faute à Trudeau. M. le Président, je dis à ce gouvernement: Prenez garde. On ne trompe pas les Québécois de cette façon.

Laissez-moi vous transmettre le message qui m'a été confié ici à Québec, il y a quelques semaines, par quelques travailleurs qui étaient cégépiens en octobre 1976 et qui ont fait confiance au Parti québécois le 15 novembre 1976.

Le message est le suivant: Quand le chef du Parti québécois dit-il la vérité? Avant le 15 novembre ou après? S'il disait la vérité avant le 15 novembre, que fait-il maintenant? Il s'occupe de langue, il s'occupe de séparatisme. S'il dit la vérité maintenant, après le 15 novembre, à savoir que c'est la faute à Ottawa, pourquoi nous a-t-il demandé de voter pour lui?

M. le Président, lorsqu'on dit que ce gouvernement ne s'occupe pas d'économie, je pense qu'on exagère un peu. La vérité a quand même ses droits et ce n'est pas parce qu'on est dans l'Opposition qu'on a le droit d'exagérer.

Ainsi, M. le Président, ce gouvernement s'est occupé de l'économie d'anciens candidats péquistes défaits. Il les a nommés en grand nombre à des postes très rémunérateurs, dans des régies, des ministères, et je pense que le taux moyen des revenus va sûrement être affecté à cause de l'attention que ce gouvernement porte à l'égard de ses anciens candidats défaits. Il s'est occupé aussi de l'économie des ministres, M. le Président. Depuis onze mois, le salaire des ministres a augmenté d'à peu près \$10 000, salaire et allocations. De \$55 000, salaire et allocations, le salaire est passé à \$65 000, et je ne sais pas qu'aucun ministre...

**M. Perron:** C'est vous autres qui avez voté la loi.

**M. Lalonde:** ... ait refusé cette augmentation comme les ministres de l'ancien gouvernement l'avaient dit.

**Une Voix:** Incroyable! Incroyable!

**Une Voix:** Personne parmi vous n'a refusé.

**Le Vice-Président:** Non, c'est simplement, M. le député de Laval, leader parlementaire de l'Opposition officielle, que j'ai rappelé cet après-midi que l'article 39 s'appliquait. Cet article dit qu'il est du devoir du président, immédiatement lorsqu'il y a infraction au règlement, d'intervenir. Lorsqu'un député parle, en vertu des articles 26 et 100, les autres doivent l'écouter, même s'ils ne sont pas d'accord.

M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Lalonde:** M. le Président, le gouvernement s'est penché avec beaucoup d'attention sur l'économie de quelques Québécois, on le sait. Maintenant, c'est sur l'économie de tous les Québécois qu'on l'invite à le faire. On a beaucoup de respect pour les ministres...

**Le Vice-Président:** A l'ordre, s'il vous plaît! Je regrette de vous faire perdre quelques secondes, mais j'aimerais qu'on ne perde ni ce mercredi, ni le prochain.

C'est M. le député de Marguerite-Bourgeoys qui a le droit de parole et ceux qui voudront lui répondre, en vertu de l'article 92, s'adresseront au président.

**M. Lalonde:** On a donc pris soin des anciens candidats péquistes défaits et des ministres. Maintenant, on demande au gouvernement de prendre soin des travailleurs, plus particulièrement dans l'industrie manufacturière. C'est le libellé, le contenu de cette motion.

M. le Président, la vérité, c'est que ce gouvernement est incapable de faire l'équation croissance économique et séparation. De plus en plus de Québécois s'en rendent compte. Que le minis-

tre au développement économique descende un peu dans la rue; il verra que les Québécois commencent à se poser des questions. La lune de miel est terminée. La merveilleuse date du 15 novembre 1976 est passée. C'est l'avenir qui intéresse les Québécois. La belle page d'histoire qu'on pourra border d'or, si on le veut, sera bordée de noir si ce gouvernement continue à s'occuper de séparatisme plutôt que de s'occuper d'économie, parce que le progrès social et la stabilité politique ne peuvent reposer que sur la stabilité économique où que ce soit.

**M. Duhaime:** On a déjà entendu cela. C'est un vieux disque.

**M. Lalonde:** Et c'est encore vrai maintenant.

**M. Duhaime:** C'est un vieux 33 tours.

**Le Vice-Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Que l'on cesse ces amitiés particulières en cette Assemblée.

M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Lalonde:** M. le Président, on s'est aperçu que la séparation ne marche pas et c'est fondamentalement dans le cœur de tous les membres de ce gouvernement. C'est la séparation qu'on veut, mais on l'a masquée derrière un concept vide, d'ailleurs; ce sont des mots actuellement, on cherche le contenu. Il y a quelques merveilleux qui sont en train de travailler là-dessus aux Affaires intergouvernementales. C'est la souveraineté-association, mais, pour avoir la souveraineté-association, la souveraineté on peut s'en occuper, mais l'association cela se fait à deux. Qu'est-ce qu'on a comme associés? On a des gens qui disent non. Vous voyez cela, on est en train de se marier, on veut se fiancer, puis la fiancée dit non. Tout le reste du Canada dit: Non, cela ne nous intéresse pas l'association. Alors, ce gouvernement est pris dans une voie sans issue, comme le disait le chef du Parti libéral tantôt, et il s'entête à continuer d'imposer aux Québécois des chimères d'intellectuels. C'est cela qui est la véritable question.

Est-ce qu'on va demander aux travailleurs québécois de payer le prix de ce beau modèle que les intellectuels du Parti québécois ont dessiné un jour et qu'ils veulent imposer, contre leur volonté, aux Québécois? C'est le but de cette motion.

**M. Landry:** M. le Président...

**Le Vice-Président:** Un instant, s'il vous plaît! En vertu de l'article 92, j'ai entendu "M. le Président" de la part du ministre du développement économique.

**M. Bernard Landry**

**M. Landry:** Il est vrai que la conjoncture économique que connaît présentement le Québec, comme le Canada et comme l'ensemble des pays industrialisés de l'Occident, est nettement navrante et désolante. Chaque fois qu'une motion

vient en cette Chambre à ce sujet, nul homme de bon sens ne peut manquer d'être aussi navré et désolé par ce phénomène et ses conséquences sociales en particulier. Ce qui me frappe à chaque fois, c'est que cette désolation est doublée en entendant les arguties vides, les discussions à côté du débat qui nous sont servies par l'Opposition et par le Parti libéral, en particulier.

La situation économique est bien suffisamment déprimante en soi qu'il pourrait être évité à cette Assemblée d'entendre la façon démagogique dont en traite le Parti libéral qui est une affliction par elle-même. Le simple libellé...

M. Duhaime: Il n'est pas interdit de prendre des notes.

M. Landry: ... de cette motion est presque une injure à la misère des Québécois et des Canadiens qui sont victimes de la crise. On a poussé l'outrage — et c'est montrer jusqu'à quel point ces gens ont de la rigueur — jusqu'à dire que c'est depuis le 15 novembre que la situation s'est détériorée, à partir du jour même de l'élection du présent gouvernement.

M. Duhaime: Incroyable! Incroyable!

M. Landry: Il faut dire que ce Parti libéral du Québec, n'étant pas dirigé de l'intérieur des frontières du Québec, doit bien prendre ses exemples et son leadership intellectuel ailleurs, c'est-à-dire à Ottawa. Or, ils ont été bien servis au cours des derniers mois parce qu'en matière de démagogie il s'est fait une prodigieuse pédagogie à Ottawa, et ces libéraux du Québec ont de la matière qui pourrait les surpasser dans l'ineptie dont ils parlent des problèmes économiques.

Je pense à M. Jean Chrétien, qui est allé dire à Washington, honorant en cela grandement le ministre des Finances du Canada et le nouveau titulaire du poste, que le chômage dépendait des provinces. Même M. Joe Clark, qui n'a pas toujours la réplique juste et cassante et immédiate, a eu un cri de coeur, il a dit: Cet homme est irresponsable. Et il avait dit vrai et ce Joe Clark m'a impressionné par la vitesse de sa réaction. C'est une injure véritable aux Québécois et aux Canadiens qui sont frappés par le fléau du chômage que d'aller prétendre que cela dépend des provinces. D'autre part, aller prétendre qu'au Québec le phénomène date du 15 novembre et est relié à l'élection de ce gouvernement est d'une ineptie plus grande encore.

Je veux donner quelques statistiques. Dans ce débat de statistiques, il est évident qu'on ne va nulle part, puisque chacun est d'accord que la situation économique est mauvaise. Mais simplement pour raccrocher aux mots le 15 novembre qui sont dans la motion, je signale à son proposeur — qui d'ailleurs, c'est bien évident, est beaucoup plus pris par des préoccupations municipales que des préoccupations économiques, parce qu'il n'aurait pas libellé une telle motion — que le chômage, en octobre 1976, en Ontario, se situait à 6,2%, octobre 1976.

En septembre 1977, il a grimpé à 7,3%, soit une hausse de 1,1%, alors que durant la même période, au Québec, il n'augmentait que de 0,7%, c'est-à-dire de 10,1% à 10,8%. Le chômage a augmenté, depuis l'automne dernier, à un rythme plus grand en Ontario qu'au Québec. J'aimerais que le parrain de la motion soit ici pour qu'il puisse nous expliquer de quelle manière un gouvernement élu au Québec a eu une plus mauvaise influence en Ontario qu'au Québec, et vice versa, si cela peut l'intéresser.

#### Motion d'amendement

C'est pourquoi j'ai l'honneur, M. le Président, afin de ramener le débat à ses justes proportions et le sortir de la démagogie dans laquelle s'engage la présente phraséologie, de faire une motion d'amendement, à l'effet que la motion se lise comme suit:

Que cette Assemblée est d'avis que la conjoncture économique est telle qu'il est du devoir du gouvernement de rechercher les éléments susceptibles de redresser la situation économique, notamment dans l'industrie manufacturière.

Je vous soumets, M. le Président, le texte de cet amendement, qui démontre bien que le gouvernement est d'accord avec tous les hommes de bonne volonté dans cette Chambre pour reconnaître que la situation est sérieuse, particulièrement dans le secteur de l'industrie manufacturière, qu'il faut y réfléchir, qu'il faut s'en occuper. Et le gouvernement a fait plus que réfléchir. Déjà, par le premier programme de création d'emplois que les maigres ressources que lui avait laissées l'administration précédente lui ont permis de mettre en route, mais surtout par le programme... Est-ce qu'il me reste...

Le Vice-Président: Je m'excuse. M. le ministre, vous venez de présenter une motion dont j'ai le texte devant moi. Est-ce que vous continuez sur la motion principale ou sur la motion d'amendement? L'article 91 est un article qu'il faudra interpréter et dont il faudra disposer.

M. Landry: Je vais parler à titre de parrain de l'amendement, M. le Président. Je n'aurais eu que dix minutes, de toute façon.

Le Vice-Président: Vous permettez, M. le ministre? Si vous parlez comme parrain de l'amendement il faut d'abord que la présidence déclare la motion recevable et ensuite il faudra savoir s'il y a consentement unanime de l'Assemblée, comme on l'a fait dans toute cette session, pour que l'article 91 s'applique et que quiconque, c'est-à-dire tout membre de cette Assemblée, puisse parler selon le même article 91, soit vingt minutes s'il représente le parrain ou le gouvernement, soit dix minutes si c'est un autre député.

Nous sommes un mercredi soir. Je devrai, à 18 heures, même avant... Je n'inviterai pas le Président... Je vous dirai que je vais lire la motion: Que cette Assemblée est d'avis que la conjoncture économique est telle qu'il est du devoir du gou-

vernement de rechercher des éléments susceptibles de redresser la situation économique, notamment dans l'industrie manufacturière. C'est la motion telle qu'amendée.

**M. Lavoie:** Je voudrais bien en avoir une copie, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Est-ce qu'on peut immédiatement en remettre une copie au leader parlementaire de l'Opposition officielle?

**M. Gratton:** M. le Président, sur la recevabilité...

**Le Vice-Président:** Un instant. Il reste tellement peu de temps que j'aimerais bien que les leaders parlementaires aient une copie de la motion.

Je ne suspends pas, mais est-ce qu'on peut attendre une ou deux minutes?

**M. Burns:** On pourrait peut-être, M. le Président, pendant que nous attendons, si la Chambre le permet, faire une motion qui serait un ordre de la Chambre relativement à un consentement qui a été donné par les partis de l'Opposition à la suite de nos suggestions. En ce sens, je proposerais que la journée — cela regarde la journée de vendredi — ...

**Le Vice-Président:** M. le leader, avant que vous fassiez votre proposition — je me permets de dire que je vous vois venir — est-ce que j'ai consentement pour que, pendant cette période d'attente de distribution, M. le leader parlementaire du gouvernement puisse proposer sa motion?

**M. Brochu:** Consentement accordé.

**Le Vice-Président:** Consentement accordé.  
M. le leader parlementaire du gouvernement.

#### Débat consacré à l'examen des problèmes économiques du Québec

**M. Burns:** M. le Président, j'étais tellement sûr de la loyauté de la loyale opposition que je pensais que je n'avais pas à demander consentement. M. le Président, je propose donc que la journée de vendredi, le 21 octobre 1977, soit consacrée à l'examen des problèmes économiques concernant le Québec, plus particulièrement à la discussion que le gouvernement désire amorcer relativement à son programme de relance économique et que, conformément à l'entente intervenue entre les leaders, le temps alloué à ce débat se répartisse comme suit: parti ministériel, 60 minutes, l'Opposition officielle, le Parti libéral, 45 minutes, l'Union Nationale, 35 minutes et les députés indépendants, 10 minutes.

**Le Vice-Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement, j'aimerais beaucoup, à titre de

président — est-ce une motion que vous venez de faire — ...

**M. Burns:** Je viens de la faire.

**Le Vice-Président:** ... en avoir le texte, s'il vous plaît.

**M. Burns:** Je viens de la faire, M. le Président. Vous le savez. Vous sortez de la même réunion que moi. Je viens de l'écrire.

**Le Vice-Président:** Je le sais sans le savoir, mais je le sais quand même. Vous savez que l'article 31 s'applique.

**M. Burns:** M. le Président, je vous dis simplement qu'il m'apparaît, sauf si on me dit, du côté de l'Opposition, que ce n'est pas l'entente que nous avons eue, à ce moment je vais essayer de trouver une autre formule, mais il me semble...

**Le Vice-Président:** M. le leader, comme je vais être obligé d'ajourner, est-ce que je puis demander à cette Assemblée, même si le président n'a pas le texte écrit et s'il y a cette entente des leaders parlementaires des partis reconnus, que nous puissions considérer cette motion recevable? Ai-je le consentement?

**M. Lavoie:** Je peux résumer. D'abord, je donne mon consentement afin qu'on continue quelques minutes. Normalement, on devrait s'en retourner chez nous immédiatement. C'est automatique. De toute façon, je donne mon consentement pour qu'on puisse s'entendre sur le désir du leader parlementaire du gouvernement. Si je comprends bien, sa motion est dans les termes suivants, M. le secrétaire général, je voudrais répéter peut-être sa motion, l'entente est en ce sens que, vendredi, nous aurons un débat, une motion d'urgence en vertu de l'article 78, à la demande du premier ministre, j'imagine. Et pour qu'il y ait consentement, que cela devienne un ordre de la Chambre, il y a trois choses — je les ai à la mémoire, vous les avez par écrit, je crois, M. le Président — à savoir que cela concerne la relance économique qui fait l'objet des discussions depuis quelques jours, en ce sens que la Chambre donne son consentement unanime sur la recevabilité du débat d'urgence, libérant le président de rendre une décision sur la recevabilité, premier élément.

Deuxième élément, que le droit de parole prévu à l'article 78 soit modifié dans le sens suivant: que le partage du temps pour le côté ministériel soit de 60 minutes, de 45 minutes pour l'Opposition officielle, de 35 minutes pour l'Union Nationale, et, s'il y a lieu, de 10 minutes pour le député de Rouyn-Noranda, et de 10 minutes pour le député de Beauce-Sud. Par exception au quatrième paragraphe de l'article 78 qui limite le temps à 20 minutes pour celui qui demande le débat, et les autres opinants à 10 minutes, chaque parti aurait cette enveloppe de 60, 45, 35, 10 et 10 minutes.

Et troisième exception à notre règlement, c'est qu'immédiatement après les affaires courantes, que ces enveloppes soient respectées, c'est-à-dire qu'on puisse dépasser 13 heures, dans le total des enveloppes qu'on vient de mentionner. Si c'est l'entente, vous avez notre acquiescement à la motion.

**M. Burns:** C'est exactement cela, l'entente.

**M. Lavoie:** Merci.

**M. Brochu:** J'ai aussi assisté aux délibérations, c'est exactement ce qui avait été entendu. Alors, on y souscrit.

**Le Président:** C'est exactement l'entente qui a été conclue et, à cette fin, je voudrais que cette entente, telle qu'exprimée par le leader parlementaire de l'Opposition officielle, devienne un ordre.

**M. Burns:** Je m'excuse, M. le Président. Par le leader du gouvernement...

**M. Lavoie:** C'est la motion du leader du gouvernement.

**Le Président:** Telle qu'exprimée par le leader parlementaire de l'Opposition officielle, sur motion du leader parlementaire du gouvernement...

**M. Burns:** Vous faites exprès pour vous faire haïr. Très bien, en tout cas, c'est à votre goût.

**M. Lavoie:** Motion conjointe.

**M. Burns:** C'est un ordre de la Chambre proposé par le leader du gouvernement, M. le Président.

**Le Président:** Cela a été effectivement proposé par le leader parlementaire du gouvernement; cela devient en conséquence un ordre de la Chambre.

**M. Burns:** Sur ce, M. le Président, je présume qu'il n'y a pas de vote.

**M. Lavoie:** Si je comprends bien, la motion d'amendement de l'honorable député de Fabre, voisin du côté est, est prise en délibéré jusqu'à mercredi prochain.

**Une Voix:** C'est cela.

**M. Burns:** M. le Président, est-ce qu'il y a eu, parce que je n'étais pas là, ajournement du débat?

**Une Voix:** Non.

**M. Lavoie:** Je demande l'ajournement du débat.

**Une Voix:** Ce n'est pas fini.

**M. Landry:** Je propose l'ajournement du débat, M. le Président.

**M. Burns:** M. le Président, je propose l'ajournement de nos travaux à demain, quinze heures.

**M. Lavoie:** J'appuie!

**Le Président:** L'Assemblée ajourne ses travaux à demain, quinze heures.

(Fin de la séance à 18 h 5)

## A N N E X E

## Questions inscrites au feuillet

## Questions de M. Saindon

1. Le ministère des Affaires sociales a-t-il avisé par écrit le Conseil municipal de Cowansville, depuis le 26 novembre 1976, à l'effet que la construction du centre d'accueil pour personnes âgées allait commencer en mai 1977?
2. Les travaux ont-ils effectivement été entrepris?
3. Si non, pourquoi?
4. Le ministère est-il en mesure d'indiquer les montants d'argent qui ont été engagés dans ce projet jusqu'à présent, soit pour l'acquisition du terrain, les honoraires des professionnels, etc.?

## Réponses de M. Lazure

1. Non.
2. Non.
3. Les travaux ont été arrêtés, à ma demande, le 14 avril 1977 afin qu'on recherche d'abord un bâtiment existant qui pourrait être réaménagé et ce, dans le but de réaliser des économies. Comme aucun bâtiment convenable n'était disponible, nous avons relancé le projet de construction le 22 juin dernier.  
Dès que certaines corrections auront été apportées aux plans et devis, le ministère autorisera la Corporation à publier ses appels d'offre. On prévoit aller en soumission d'ici la fin de novembre.
4. Le ministère a déboursé jusqu'à maintenant \$172 692. dont \$40 000. ont été récupérés de la Corporation municipale de Cowansville par le biais d'une subvention pour l'achat du terrain.  
Les déboursés du ministère se répartissent comme suit:

- Achat du terrain	\$ 85 000.00 (moins \$40 000. provenant de la ville)
- Honoraires professionnels	82 846.00
- Dépenses d'organisation	1 955.00
- Intérêts de l'emprunt bancaire	2 891.00
<b>Total</b>	<b>\$172 692.00</b>

## Questions de M. Saindon

1. Quels ont été les surplus nets réalisés par la Régie de l'assurance-maladie du Québec en:
  - a) 1972/73;
  - b) 1973/74;
  - c) 1974/75;
  - d) 1975/76;
  - e) 1976/77?
2. Quel était le montant total des surplus accumulés au 31 mars 1977?

## Réponses de M. Lazure

1.
 

a)	1972/73	\$27 985 310.00
b)	1973/74	25 621 722.00
c)	1974/75	42 698 016.00
d)	1975/76	6 204 796.00
e)	1976/77	2 247 054.00
2. Le montant total des surplus accumulés au 31 mars 1977 était de \$130 555 817.00

## Questions de M. Saindon

1. Le ministère des Affaires sociales a-t-il mis un veto pour empêcher le gouvernement du Canada, par le biais d'un projet Canada au travail, de subventionner pour un montant de

\$60 000. L'initiative d'un foyer de groupe pour adolescents, dans la région de Drummondville?

2. Si tel est le cas, quelles en sont les raisons?
3. Le ministère est-il au courant des recherches qui ont été effectuées par les praticiens du C.S.S. de Drummondville à ce sujet?
4. Quel est, dans la région de Drummondville, le nombre de jeunes, âgés de 13 à 18 ans et suivis par des spécialistes en services sociaux, qui nécessitent ou auraient avantage à séjourner dans un tel milieu de vie?

#### Réponses de M. Lazure

1. Absolument pas.
2. Le projet, tel que proposé, ne pouvait être accepté par le ministère parce qu'il ne cadrerait pas avec la politique de développement des foyers de groupe pour adolescents lesquels relèvent des centres d'accueil.
3. Le ministère est au fait des recherches effectuées par les praticiens du C.S.S. de Drummondville. La situation de Drummondville est la même que dans tous les autres secteurs des C.S.S. et le ministère doit voir à développer équitablement des ressources en respectant un ordre de priorités qui tient compte des besoins et de ses disponibilités budgétaires.  
Depuis, les promoteurs ont révisé leur projet pour le rendre conforme à la politique du ministère en matière de développement des foyers de groupe. Le projet révisé a été accepté par notre ministère et il reste maintenant au fédéral à se prononcer.
4. L'étude réalisée par les praticiens du C.S.S. de Drummondville portait sur 110 jeunes parmi lesquels 10 à 20 jeunes, âgés de 13 à 18 ans, sont actuellement suivis par des spécialistes en services sociaux et auraient avantage à séjourner dans un foyer de groupe.

#### Feuilleton de l'Assemblée nationale 29 juillet

##### Question de M. Vaillancourt (Orford)

Quelles sont les raisons qui peuvent justifier le ministère des Transports d'avoir accordé un contrat de \$423 635 à Les Entreprises Paysagistes du Québec Inc. pour l'aménagement des abords de route sur l'autoroute 73, à Saint-Romuald d'Etchemin et Charny, comté de Lévis (projet 315-2833-6), de préférence à Les Embellissements Richelieu (1976) Inc. qui avait présenté une soumission pour un montant inférieur de \$25 418?

##### Réponse de M. Lessard

Le plus bas soumissionnaire était Les Embellissements Richelieu (1976) Inc. qui ne possédait pas, au moment de la présentation de sa soumission, de licence d'entrepreneur émise par la Régie des Entreprises de Construction du Québec.

En effet, la loi 33 qui instituait la Régie des Entreprises de Construction du Québec, dans sa teneur et dans les réglementations qui ont été approuvées par la suite, dit que pour poser un acte d'entrepreneur dans les cas qui y sont définis, on doit posséder une licence émise par la Régie et ceci, même pour présenter une soumission, car cet acte est défini comme un acte d'entrepreneur.

L'entrepreneur qui était le plus bas offrant ne détenant pas de licence au moment de la présentation de la soumission posait un acte à rencontre de la loi et il est bien évident que le ministère devait considérer sa soumission comme irrégulière et non recevable.

#### Feuilleton de l'Assemblée nationale 29 juillet

##### Question de M. Vaillancourt (Orford)

Pourquoi le ministère des Transports n'a-t-il pas accordé au plus bas soumissionnaire le contrat pour le terrassement et le gravelage sur le chemin Rang-Sud (Montagne), dans la municipalité du Grand-Calumet, district électoral de Pontiac-Témiscamingue (projet 778-2109-6)?

##### Réponse de M. Lessard

Le plus bas soumissionnaire était la compagnie Location Equipement R.H. Nugent Ltée qui ne possédait pas au moment de la présentation de sa soumission de licence d'entre-

preneur émise par la Régie des Entreprises de Construction du Québec.

En effet, la loi 33, qui instituait la Régie des Entreprises de Construction du Québec, dans sa teneur et dans les réglementations qui ont été approuvées par la suite, dit que pour poser un acte d'entrepreneur dans les cas qui y sont définis, on doit posséder une licence émise par la Régie et ceci, même pour présenter une soumission, car cet acte est défini comme un acte d'entrepreneur.

L'entrepreneur qui était le plus bas offrant, ne détenant pas de licence au moment de la présentation de la soumission, posait un acte à l'encontre de la loi et il est bien évident que le ministère des Transports devait considérer sa soumission comme irrégulière et non recevable.

**Feuilleton de l'Assemblée nationale**  
**29 juillet 1977**

**Question de M. Vaillancourt (Orford)**

Concernant le projet 888-2105-6 pour les travaux de déboisement sur la route Authier-Jouthel, dans la municipalité de la Baie James (cantons Bacon, Rainboth et Poirier), district électoral d'Abitibi-Est.

1. Pourquoi le ministère des Transports a-t-il accordé le contrat à la firme Transport M.J.R. Ltée de Landrienne, pour la somme de \$127 925. alors que deux autres entrepreneurs avaient présenté des soumissions sensiblement moindres, soit:
 

a) Dorgard Construction Inc.	\$109 725.00
b) Les Ent. Excavation P.L. Inc.	\$ 69 650.00

**Réponse de M. Lessard**

Le contrat n'a pas été accordé aux compagnies Dorgard Construction Inc. ou Les Entreprises Excavation P.L. Inc. parce qu'elles ne possédaient pas de licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec.

En effet, l'an passé, nous avons reçu une interprétation de la Régie que de tels travaux de déboisement devaient s'assimiler à la préparation du sol en vue de la construction d'une route et qu'une licence était nécessaire.

Dernièrement, soit depuis environ deux mois, la Régie a statué le contraire pour de tels travaux, c'est-à-dire, qu'une licence de leur organisme n'est pas requise.

Evidemment, depuis cette deuxième version, nous n'exigeons plus une telle licence pour ce genre de travail, mais l'exigence antérieure avait été faite de bonne foi et sur plusieurs projets.

Pour ce qui est de l'attribution du contrat à la firme Transport M.J.R. Ltée, elle a été faite parce qu'au moment de la présentation de la soumission, elle détenait une telle licence et que le prix estimé des travaux par le ministère était de \$131 250.00

**Feuilleton de l'Assemblée nationale**  
**29 juillet 1977**

**Questions de M. Vaillancourt (Orford)**

1. Comment se fait-il que le ministère des Transports, a, en date du 1er décembre 1976, accordé un contrat de \$28 657 à la firme Lionel Nourry (1976) Ltée, 6308 de Lanaudière, Montréal, pour le peinturage de la structure métallique du pont sur la rivière Matapédia, dans le rang 1 de la municipalité de Saint-Alexis-de-Matapédia, district électoral de Bonaventure (projet 104-1501-6), alors que le nom de cette entreprise n'apparaît pas sur la liste des huit soumissions reçues?
2. V a-t-il des raisons particulières pour que la soumission de \$23 850.90 présentée par M. Paul Valois, de Causapscal, n'ait pas été considérée?
3. Dans l'affirmative, quelles sont-elles?

**Réponses de M. Lessard**

Le projet concerné par cette question a fait l'objet de deux demandes d'appels d'offres. La première ouverture a eu lieu le 22 juin 1976 avec le résultat suivant:

Paul VALOIS	\$23 850.90
LAGENDYK & COMPANY LTD	34 903.00
R. PERREAULT & Fils Ltée	38 853.00
Construction J.R.L. Ltée	41 516.20
Jett-R. Sandblasting Inc.	45 631.08
Yvon COUTURE Inc.	51 436.00
Li-Val Enr.	54 742.60
La Construction du Golfe Ltée	60 621.00



La soumission du plus bas offrant ne pouvait être retenue parce qu'il ne possédait pas de licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec et le ministère a décidé de faire un nouvel appel d'offres.

Les soumissions ont été ouvertes le 14 octobre 1976 avec le résultat suivant:

Lionel NOURRY (1976) Ltée	\$28 657.00
Paul VALOIS	32 331.20
LAGENDYK & COMPANY LTD	32 882.30
Jett-R. Sandblasting Inc.	33 433.40
DHAUNIER Cie Ltée	36 372.60
BOUCHER & POIRIER Enr.	82 665.00

Nous faisons remarquer que Paul Valois avait une soumission plus élevée mais il était encore le seul parmi les soumissionnaires qui ne possédait pas de licence de la Régie des Entreprises de Construction du Québec et même s'il avait été le plus bas soumissionnaire, nous n'aurions pu lui accorder le contrat.

#### Questions de M. Saint-Germain

1. Le gouvernement a-t-il été informé que la firme d'assurance-automobile Lumbermens Mutual Casualty Co. a décidé de se retirer de la province de Québec?
2. Cette compagnie est-elle en droit de résilier, à compter du 31 août 1977, comme elle l'aurait annoncé, toutes les polices d'assurance en vigueur au 31 juillet 1977 ou est-elle tenue de les maintenir en force jusqu'à la date d'expiration totale?
3. Quelles dispositions le gouvernement entend-il prendre dans l'immédiat pour protéger les automobilistes québécois qui sont assurés auprès de cette compagnie?

#### Réponses de Mme Lise Payette

1. Oui, le gouvernement en a été informé.
2. La compagnie était théoriquement en droit d'agir ainsi.
3. Les représentants du service des assurances du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières ont participé aux décisions qui ont fait en sorte que la compagnie d'assurances générales les Prévoyants du Canada a convenu de réassurer la quasi-totalité du portefeuille québécois et d'embaucher la totalité du personnel mis à pied à cette occasion. Quant à la partie des affaires non-réassurées, il s'agit de quelques risques hautement protégés que la compagnie continuera d'assurer.

### Compte rendu des débats de la Chambre

*L'édition quotidienne du journal des Débats paraît le surlendemain de chaque séance.*

*Elle comprend le texte des discours et des interventions dans la langue où ils ont été prononcés à l'Assemblée nationale.*

*Un premier tirage limité est distribué aux députés et aux correspondants parlementaires une heure après le discours.*

*Les députés peuvent soumettre à l'éditeur, pour leur propre discours et dans les délais prévus, les corrections absolument nécessaires pour des erreurs de fait ou des fautes de forme.*

*Pour plus de 25 exemplaires des Débats, la commande doit être faite par écrit au bureau des Débats (74-A) au plus tard le lendemain du discours.*

*Un index est préparé chaque jour pour être publié à la fin de la session. On peut obtenir des informations du service de l'index en appelant 643-2771.*

*L'abonnement au journal des Débats est de \$8 par année et l'index est disponible au coût de \$2. Les chèques ou mandats-poste doivent être faits à l'ordre du ministre des Finances et envoyés au service des documents parlementaires.*

*Le directeur,  
Benoît Massicotte,  
Bureau 74-A,  
Téléphone: 643-2890*